

REVUE DE PRESSE FIJC 2023

Place au Festival international du journalisme de Carleton-sur-Mer



L'événement a lieu jusqu'à dimanche au Quai des arts de Carleton-sur-Mer. (Photo d'archives)

Photo : Radio-Canada / David Donnelly



Marguerite Morin

Publié le 19 mai 2023

Le premier Festival international du journalisme s’amorce vendredi au Quai des arts de Carleton-sur-Mer et promet de rassembler autant des professionnels du métier que des citoyens souhaitant aller à leur rencontre.

Des tables rondes, des expositions, du théâtre documentaire et des débats seront notamment à l’honneur durant ces trois jours de festival. Pour le directeur général du festival, Bertin Leblanc, l’objectif est clair.

« On veut en faire le rendez-vous annuel autour du journalisme et du citoyen. »

— Une citation de Bertin Leblanc, directeur général du Festival international du journalisme

On veut repositionner la question de l’information au cœur de la conversation, c’est-à-dire rappeler que l’information est un bien public important pour notre démocratie. On veut aussi offrir des clés de compréhension au public pour qu’il puisse mieux comprendre ce qui se passe dans l’univers des médias aujourd’hui, précise M. Leblanc.

En plus de journalistes d’ici et d’ailleurs, des enseignants, des chercheurs et plusieurs autres acteurs du monde médiatique prendront part aux différentes présentations.



Le Quai des arts à Carleton-sur-Mer (Photo d'archives)

Photo : roseq.qc.ca

La science, la surcharge d'information, la langue française, l'information régionale, les déserts médiatiques ainsi que la désinformation et les fausses nouvelles seront au cœur des échanges.

À mi-chemin entre le théâtre documentaire et le récit autobiographique, le spectacle *Paroles de journalistes*, en collaboration avec le Théâtre À tour de rôle, mettra en scène cinq journalistes qui raconteront leur récit et leur profession.

C'est comme une nouvelle forme de journalisme qui est à la fois assez personnelle sur le fond et sur la forme, mais sur scène, c'est une formule qu'on n'a pratiquement jamais faite au Canada, explique Bertin Leblanc.

Ne manquez pas l'émission spéciale d'[Au Cœur du monde](#), animée par Isabelle Lévesque, en direct du Quai des arts de Carleton-sur-Mer dès 15 h vendredi.

Un festival international

L'aspect international du festival a sa place dans la programmation de l'événement cette année. On aura le retour terrain de reporters qui sont partis en Syrie ou en Ukraine via le Fonds québécois en journalisme international, spécifie M. Leblanc.

La guerre en Ukraine aura aussi sa propre table ronde. Les journalistes Jean-François Bélanger (Radio-Canada), Isabelle Hachey (*La Presse*) et Florence Aubenas (*Le Monde*) prendront la parole pour aborder ce conflit qui a pris beaucoup de place dans l'actualité de la dernière année.



L'autrice et journaliste pour Le Monde Florence Aubenas.

Photo : afp via getty images / JOEL SAGET

La journaliste française Florence Aubenas sera également sous les projecteurs pour un grand entretien, mené par l'ancien animateur et journaliste à Radio-Canada et ex-diplomate Jean-François Lépine. Celui qui est parrain du festival profitera de l'occasion pour parler avec elle de son œuvre et de sa carrière.

C'est probablement l'une des journalistes les plus importantes de la francophonie et qui a une approche journalistique incroyable, confie Bertin Leblanc. On est très fier qu'elle soit parmi nous parce que ça apporte une dimension internationale et très intéressante.

À écouter ailleurs sur le web :

- [Le travail journalistique immersif de Florence Aubenas](#)
- [Explorations scientifiques et innovations en vedette à Carleton-sur-Mer](#)

L'exposition photographique *NUJEN, les combattantes* de la documentariste montréalaise d'origine kurde, Zaynê Akyol, qui témoigne de l'apport des femmes au sein de l'armée kurde, est présentée en première mondiale dans le cadre du festival au Centre d'artistes Vaste et Vague.

Des journalistes de la francophonie canadienne prendront également la parole dans plusieurs présentations. Ils vont venir nous raconter leurs réalités qui sont assez différentes des nôtres, ajoute M. Leblanc.

« C'est environ 70 journalistes qui convergent vers Carleton-sur-Mer pour échanger, pour discuter de la profession, mais surtout rencontrer la population. »

— Une citation de Bertin Leblanc, directeur général du Festival international du journalisme

Hommage à René Lévesque

À l'occasion de l'année du [100e anniversaire de naissance](#) de René Lévesque, la carrière de l'homme politique, qui a grandi à New Carlisle, sera soulignée en trois temps lors du festival.



Avant de devenir premier ministre du Québec, René Lévesque était journaliste. (Photo d'archives)

Photo : Radio-Canada

On a une table ronde, qui rappelle les rapports un peu houleux qu'avait M. Lévesque avec la presse, avec des témoins privilégiés, puisque son fils, le journaliste Claude Lévesque, et le photographe Jacques Nadeau, qui l'a probablement le plus suivi lors de ses années de politique, et [l'ex-correspondant parlementaire] Denis Lessard y seront, indique M. Leblanc.

La ministre des Relations internationales et de la Francophonie et ancienne journaliste Martine Biron et d'autres invités œuvrant en politique et en journalisme prendront part à la discussion *Du journalisme à la politique, de René Lévesque à Martine Biron*.

Certains récits de René Lévesque seront également lus par des comédiens gaspésiens lors d'une lecture présentée dimanche après-midi.

Le Festival international du journalisme se déroule jusqu'à dimanche au Quai des arts de Carleton-sur-Mer.

Réfléchir le journalisme avec les citoyens

1. [\[Accueil\]](#)
2. [\[Culture\]](#)
3. [\[Médias\]](#)



Jacques Nadeau Le Devoir Lors du Festival international du journalisme de Carleton-sur-Mer, citoyens, apprentis journalistes et artisans du milieu ont pu se réunir pour assister à tout un éventail d'activités.

[Annabelle Caillou](#) à Carleton-sur-Mer

20 mai 2023

Et si les journalistes sortaient de leur vase clos pour réfléchir au futur de la profession ? Pour une rare fois, les citoyens ont pu directement échanger avec des artisans des médias lors du premier Festival international du journalisme de Carleton-sur-Mer (FIJC), ce week-end. Une occasion pour eux de partager leurs attentes envers le milieu, mais aussi de mieux le comprendre.

« C’était nécessaire de créer un événement comme ça. Les journalistes, on les lit, on les voit à la télé, on les écoute à la radio quotidiennement, mais dans les faits, on n’a jamais vraiment l’occasion de leur parler directement, de leur partager notre opinion et leur poser des questions. Pourtant, comme citoyens, nous sommes leurs premiers clients », fait remarquer Solange Morrissette.

L’ancienne directrice générale du Réseau des organisateurs de spectacles de l’Est-du-Québec (ROSEQ), qui a aussi été chroniqueuse culturelle pour Radio-Canada dans les années 1980, a gardé un grand intérêt pour l’actualité et le milieu journalistique. Sans aucune hésitation, elle a ainsi fait le trajet de Rimouski pour assister à la première édition du FIJC, dans la Baie-des-Chaleurs.

Pendant trois jours, citoyens, apprentis journalistes et artisans du milieu ont pu se réunir pour assister à tout un éventail d’activités. Ensemble, ils ont échangé sur la [guerre en Ukraine](#), la fatigue informationnelle, la qualité du français à la radio ou encore les déserts médiatiques en région. Le public a aussi pu rencontrer Florence Aubenas, grand reporter au quotidien français *Le Monde*, venue discuter de son parcours professionnel et des coulisses de ses reportages. Exposition photo, théâtre documentaire et séance cinéma étaient aussi au programme.

« C’est assez rare d’avoir un événement comme celui-là, en région, d’autant plus. Pour moi, l’actualité, c’est essentiel, alors c’est intéressant de pouvoir parler avec les journalistes du métier et des sujets traités », confie André Philippe, un résident de Nouvelle, près de Carleton-sur-Mer.

« C’est une belle porte d’entrée pour le citoyen, renchérit Solange Morrissette. Ça permet de mieux comprendre le métier de journaliste, et c’est intéressant de voir à quel point le milieu se questionne beaucoup pour regagner la confiance du public. »

Un avis partagé par Anne Leblanc. Cette résidente de Carleton-sur-Mer a apprécié rencontrer en vrai ceux qu’elle voit chaque jour livrer les informations à la télévision. « Ça crée un rapprochement. On réalise que le milieu est accessible et à l’écoute des gens », note-t-elle, ravie d’avoir pu réfléchir sur des sujets d’actualité.

« Mission accomplie »

Le directeur général du festival, Bertin Leblanc, dresse un bilan positif de cette première édition. Chaque atelier — une quinzaine environ — a accueilli en moyenne de 120 à 150 personnes, dont le trois-quarts était des citoyens curieux d’en apprendre plus sur le milieu médiatique et sur l’actualité en général.

« Beaucoup de personnes venaient de la région, de la Gaspésie, mais il y avait aussi des gens de Québec, de Montréal, du Nouveau-Brunswick, qui ont fait le déplacement. [...] Pour moi, c’est mission accomplie. Notre objectif numéro un, c’était de créer un festival citoyen. Et on l’a fait », se réjouit-il.

Il se dit surtout satisfait d’avoir réussi à créer cet espace d’échanges essentiel entre citoyens et artisans des médias. « Ça a permis de mieux se comprendre et de permettre au public d’apprendre en s’amusant », indique-t-il.

Le FIJC sera de retour l'an prochain pour une deuxième édition, lors du week-end précédant la Journée nationale des patriotes. Carleton-sur-Mer sera encore la ville d'accueil de ce rendez-vous, mais le directeur ne ferme pas la porte à exporter par la suite l'événement sous une autre forme ailleurs dans la province.

Notre journaliste est à Carleton-sur-Mer à l'invitation du Festival.

Manque criant de journalistes en région



Jacques Nadeau Le Devoir Une conférence sur les déserts médiatiques avait lieu aujourd'hui à l'occasion du Festival international de journalisme de Carleton-sur-Mer.

[Annabelle Caillou](#) À Carleton-sur-Mer

20 mai 2023

Il n'a jamais été aussi difficile de recruter et de retenir des journalistes en région, constatent plusieurs médias francophones à travers le pays, dont Radio-Canada. Mais sans reporter pour les tenir informées des enjeux qui affectent leur quotidien, plusieurs communautés locales se transforment en désert médiatique et perdent leur intérêt et leur confiance envers la presse.

« L'an dernier, pendant plus d'un an, on avait 70 postes affichés non comblés par mois. Et ça, c'est seulement pour les médias régionaux francophones, ça n'inclut pas Montréal, ni CBC », lance Jean-François Rioux, directeur général des médias régionaux à Radio-Canada. Il était invité à prendre la parole samedi lors d'une conférence sur les déserts médiatiques à l'occasion du Festival international de journalisme de Carleton-sur-Mer.

M. Rioux remarque aujourd'hui que de moins en moins de personnes rêvent de devenir journaliste. Et ceux qui souhaitent encore pratiquer le métier viennent très peu des régions et n'ont pas toujours envie de s'y établir à long terme.

« Les gens viennent, mais pour un an ou six mois, avant de repartir vers les grands centres. [...] Comme ils ne sont pas de la région, ils ne s'y identifient pas facilement », souligne-t-il, précisant que le taux de rétention à Radio-Canada est présentement de 70 %, ce qu'il juge « insuffisant ».

Le diffuseur public a d'ailleurs commencé à développer des partenariats avec des universités à Moncton, Saint-Boniface, Toronto ou encore Ottawa pour recruter des jeunes qui viennent directement de ces régions, espérant qu'ils choisissent ensuite d'y rester pour pratiquer le métier.

Ce problème de recrutement est loin de toucher uniquement Radio-Canada, et il est tel que des médias locaux finissent par s'arracher les talents. « Je perds deux journalistes par année pour Radio-Canada à Moncton », laisse tomber Gaétan Chiasson, directeur de la salle de rédaction de *L'Acadie nouvelle*, un quotidien francophone basé à Caraquet, au Nouveau-Brunswick. À quoi Jean-François Rioux s'empresse de répondre : « Et eux quittent ensuite pour Montréal. On est dans le même bateau. »

Le défi est le même à *La Voix acadienne*, le seul journal francophone à l'Île-du-Prince-Édouard. « Ma directrice est proche de la retraite, mais elle ne trouve pas de successeur. Pourtant, ce n'est pas faute de chercher. On peine aussi à recruter des jeunes journalistes. C'est une grosse préoccupation pour le journal, surtout au sein d'une communauté francophone minoritaire », s'alarme Marine Ernoult, journaliste depuis quatre ans pour *La Voix acadienne*.

Des citoyens sans voix

Ce manque de personnel force les médias à faire des choix de couverture difficiles et à délaisser malgré eux certaines régions, qui deviennent des déserts médiatiques. « Ça crée un déséquilibre », note Gilles Gagné, rédacteur en chef adjoint du mensuel GRAFFICI, en Gaspésie. « On est très chanceux d'avoir autant de journalistes sur un territoire de 83 000 habitants. Mais est-ce normal qu'il n'y ait pas de journaliste basé à Chandler et Sainte-Anne-des-Monts, qui sont les 2^e et 3^e villes les plus peuplées ? » s'interroge-t-il.

Cette situation met par ailleurs beaucoup de pression sur les autres journalistes dans le secteur puisqu'ils doivent parfois parcourir de très longues distances pour couvrir plus équitablement les nouvelles du coin. « Ça nous force aussi à faire des choix difficiles et parfois on passe à côté d'une bonne histoire. Parce que les gens viennent nous parler quand ils nous voient, sinon ils nous oublient », note-t-il.

Les citoyens ne le saisissent peut-être pas, mais ils sont une source d'information essentielle pour les médias, et ce, encore plus en région. Gaétan Chiasson, de *L'Acadie Nouvelle*, souligne que pas moins de la moitié des nouvelles de son journal viennent du public. « C'est là qu'on voit l'importance du rapport entre les journalistes et les lecteurs. Quand quelque

chose se passe dans leur village, ils nous appellent directement. Et ça, c'est parce qu'on a réussi avec le temps à développer une relation avec eux ».

Retrouver le lien de proximité

Une relation qui avait pourtant quasi disparu dans les deux dernières décennies, précise M. Chiasson. Dans la foulée du 11 septembre 2001, son journal a décidé de drastiquement couper dans les nouvelles locales, pour faire davantage de place aux actualités internationales et nationales. « On s'est pris pour le *New York Times* », lance-t-il en riant, reconnaissant aujourd'hui qu'il s'agissait d'une « mauvaise idée » et travaillant à retrouver ce lien de proximité avec les citoyens. « Les gens veulent entendre parler de ce qui les concerne, de ce qui les touche », insiste-t-il.

« Si tu ne te connectes pas avec les citoyens, c'est simple, tu vas les perdre », renchérit Jean-François Rioux, de Radio-Canada. « Avant on avait l'obligation d'appeler toute une liste de gens ou d'organismes pour prendre des nouvelles, poser des questions, trouver des sujets. Mais avec les chaînes d'information en continu, l'immédiateté de la nouvelle, on a oublié ce que c'est vraiment notre business : parler aux gens, aller vers eux, les écouter. »

Il est d'autant plus pressant de retrouver ce lien de proximité, dit-il, dans un contexte de crise de confiance envers les médias. « Les études le disent : en proposant des nouvelles locales, c'est plus facile pour les gens de s'identifier à l'histoire et de la vérifier d'une certaine façon ».

Notre journaliste est à Carleton-sur-Mer à l'invitation du Festival.

[À voir en vidéo](#)

« Un miracle » au Festival international de journalisme de Carleton-sur-Mer

Par [Simon Carmichael, Le Soleil](#) | 22 mai 2023



Les organisateurs du premier Festival international de journalisme de Carleton-sur-Mer (FIJC) se réjouissent d'avoir écoulé plus de 2500 billets lors des trois jours de l'événement. (Simon Carmichael/Le Soleil)

Les organisateurs du Festival international de journalisme de Carleton-sur-Mer sont ravis. Exaltés par « l'énorme succès » de la première édition de l'événement, ils en sont déjà à préparer la prochaine, voire les prochaines.

« Ça s’est passé exactement comme on l’avait imaginé, mais encore mieux », lance le directeur général et idéateur de l’événement, Bertin Leblanc. Après plus d’un an et demi de préparation, lui et son équipe ont pu livrer un festival « agréable et léger, mais nourri et intelligent » aux centaines de participants.

Pendant ses trois jours, le Festival international de journalisme de Carleton-sur-Mer (FIJC) a écoulé plus de 2500 billets pour ses 16 activités. Plusieurs conférences et panels ont d’ailleurs affiché complet, souligne M. Leblanc.

« Ç’a été comme un petit miracle »

— Bertin Leblanc, directeur général du Festival international de journalisme de Carleton-sur-Mer

Plus d’une vingtaine d’intervenants, d’artisans de médias hyperlocaux aux patrons de presses nationales, des journalistes devenus politiciens aux élus devenus chroniqueurs ont défilé sur la scène du Quai des arts. Le Festival a aussi reçu des personnalités médiatiques de renommée internationale, telles que Jean-François Lépine et Florence Aubenas.

Le Soleil, partenaire de l’événement, était d’ailleurs bien représenté sur les différentes tables rondes du festival gaspésien. La rédactrice en chef, Valérie Gaudreau, et le directeur général, Éric Trottier, ont notamment animé diverses activités. Les journalistes Mylène Moisan et Gilles Gagné ont aussi pris la parole lors du FIJC.



La rédactrice en chef du *Soleil*, Valérie Gaudreau, a animé un panel où participaient les chroniqueurs Mylène Moisan, Isabelle Hachey, et l'ancien maire de Québec, Régis Labeaume. Il portait sur la place des chroniqueurs dans l'espace médiatique. (FIJC)

Les organisateurs commencent déjà à plancher sur la deuxième édition de l'événement, confirme Bertin Leblanc. « On avait commencé avant même le début de la première, confie-t-il. Mais franchement, je sens que la réussite des derniers jours nous oblige à déjà penser à une édition trois, quatre et cinq. Et espérons encore plus ! »



Le directeur général du *Soleil*, Éric Trottier, a animé une activité portant sur les journalistes qui deviennent politiciens. La ministre Martine Biron, l'ex-députée libérale redevenue journaliste indépendante Paule Robitaille et le candidat péquiste défait dans Bonaventure, l'ancien journaliste Alexis Deschênes, y participaient. (FIJC)

Cesser de s'informer pour cesser d'être stressé?



Photo: Marie-France Coallier Le Devoir Face à la surcharge d'informations, de plus en plus de Québécois décident d'éviter activement les nouvelles.

[Annabelle Caillou](#)

19 mai 2023

Le sombre tableau mondial dépeint par les médias les stresse ; l'afflux d'actualités redondantes les fatigue. Pour échapper au marasme ambiant, de plus en plus de Québécois décident de réduire radicalement leur exposition aux nouvelles, voire de s'en couper complètement. Une situation qui pousse les salles de rédaction à faire de l'information autrement.

« Entre la [COVID-19](#), la société intransigeante, les théories du complot, la [guerre en Ukraine](#), tout allait mal. Plus je lisais, plus je nourrissais une grande désillusion face à l'avenir, une peur que mes enfants vivent une catastrophe », confie Nathalie Boucher.

C'est à l'été 2022 que la femme de 56 ans a pris conscience de l'impact de son rapport à l'information sur sa qualité de vie. Tout juste retraitée, l'ex-ergothérapeute s'était installée sur une île du Bas-Saint-Laurent sans télé ni Internet pendant un mois. Tout un changement pour celle qui lisait régulièrement les journaux et regardait les nouvelles à la télé ou sur son cellulaire.

« J'ai vu une baisse de mon niveau de stress. Au début, j'ai associé ça à la fin du travail », se souvient-elle. Mais lorsqu'elle a retrouvé sa routine informationnelle, les maux des mois précédents sont revenus au galop : lassitude, manque d'énergie, tristesse, sommeil agité. « J'ai compris que je faisais une *overdose* de mauvaises nouvelles. »

Nathalie Boucher s'est donc coupée complètement des informations pour retrouver sa joie de vivre. « Si la planète doit péter, ça ne sert à rien que je stresse un an, six mois ou trois semaines avant. Je n'y peux rien », lance-t-elle, comptant sur son entourage pour la prévenir des actualités importantes. « J'avoue : c'est faire l'autruche. Mais je me sens bien », ajoute-t-elle.

Vouloir décrocher des nouvelles est un réflexe normal, selon Marc-Simon Drouin, professeur au Département de psychologie de l'UQAM. « Avec l'info en continu, la multiplication des plateformes, on a largement dépassé notre capacité d'assimiler toutes ces infos. Ça crée des niveaux de tension et d'anxiété élevés, un sentiment d'impuissance, de perte de contrôle », explique le psychologue.

Depuis la pandémie, ses patients sont de plus en plus nombreux à adopter une stratégie d'évitement. « C'est correct de s'accorder des pauses, mais se couper totalement, lorsqu'on est isolé surtout, ça peut mettre à risque de devenir inconscient, d'être mal préparé à des situations qui nous concernent », prévient-il.

Le mal du siècle ?

Peu d'études se sont penchées sur la fatigue informationnelle, mais le Digital News Report, une enquête internationale menée annuellement par le Reuters Institute, permet d'observer une tendance à la [hausse du phénomène au pays](#). En 2022, 71 % des Canadiens disaient avoir occasionnellement évité les nouvelles ; ils étaient 58 % en 2019.

« Et encore, le dernier coup de sonde remonte avant la guerre en Ukraine », note la directrice du Centre d'étude sur les médias (CEM) de l'Université Laval, Colette Brin, qui coordonne le

volet local du Digital News Report et participe samedi à un panel sur la fatigue informationnelle au Festival international du journalisme de Carleton-sur-Mer.

Elle reconnaît que les nouvelles des deux dernières années ont pu être très anxiogènes, mais soutient que la fatigue informationnelle est un problème de plus longue date. « On parle d'infobésité depuis des dizaines d'années. Le phénomène s'est surtout accéléré et exacerbé, les gens ont atteint un ras-le-bol. »

C'est le cas de Karine L'Ériger, 38 ans, qui a lâché prise dès 2012, lors du [Printemps érable](#). « Les médias parlaient toujours de la même chose : des manifestations et des revendications, et rien ne changeait. Je me suis tannée. De manière générale, les nouvelles sont trop répétitives, trop négatives. » À l'époque, elle commençait et terminait sa journée en regardant les informations à la télé. « Le matin, ça m'empêchait d'être positive pour le reste de ma journée, et le soir, c'était difficile de m'endormir », se souvient-elle, expliquant avoir ainsi abandonné sa routine pour prioriser son bien-être.

Onze ans plus tard, sa diète médiatique perdure. Elle n'a pas de télévision, elle écoute le moins possible la radio et elle consulte rarement les journaux de son propre chef. « J'ai la chance d'avoir un entourage qui se renseigne beaucoup. S'il y a une grande nouvelle, c'est sûr que je vais le savoir. Et ça ne m'empêche pas d'aller lire des articles si quelque chose m'interpelle. »

Prise de conscience

À travers les études ou les témoignages recueillis par *Le Devoir*, les raisons invoquées pour justifier cette attitude d'évitement se recourent : nouvelles trop négatives, surcharge d'informations, sujets répétitifs, opinions clivantes.

Les grands médias ont d'ailleurs pris conscience de cette situation, qui les pousse à faire de l'information différemment. « On est sensibles au fait que les gens ont besoin d'informations autres que la nouvelle essentielle, ce que certains considèrent comme des mauvaises nouvelles. [...] On fait davantage de séries en profondeur, de portraits de modèles inspirants », donne en exemple la directrice générale de l'information de Radio-Canada, Luce Julien.

Même son de cloche du côté d'autres médias consultés. Au 98,5 FM, on cherche quotidiennement un équilibre en diversifiant les sujets et les intervenants, pour apporter plus de « légèreté » aux émissions, souligne Julie-Christine Gagnon, directrice des programmes. À *La Presse*, on propose davantage de sujets « inspirants, divertissants, positifs », indique l'éditeur adjoint François Cardinal. Au *Devoir* aussi, on mise sur des contenus plus « ludiques » et des « histoires inspirantes ».

« Mais on ne peut pas, au nom de la fatigue informationnelle, se priver de jouer notre rôle d'informer les citoyens en levant le nez sur des sujets difficiles. On ne peut pas non plus se priver d'aller à la rencontre de nos publics sur les différentes plateformes numériques », soutient le directeur du *Devoir*, Brian Myles. Un avis que partage notamment Luce Julien.

Colette Brin, du CEM, ajoute qu'il en va aussi de la survie des médias, désormais en concurrence avec toutes sortes de sources plus ou moins fiables et qui se font voler la majeure partie des revenus publicitaires par les Google et Meta de ce monde. « Je comprends que ce soit difficile de débarquer du manège. En faire moins, c'est risquer de cesser d'exister aux yeux du public. Mais je pense que les médias gagneraient à ralentir, à mettre de côté la course aux clics pour approfondir les sujets importants. »

À voir en vidéo www.fijc.ca

Grosse fatigue



PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, ARCHIVES LA PRESSE

« Face à la surcharge d'information, de plus en plus de Québécois décident d'éviter activement les nouvelles », affirme notre chroniqueuse.



[Marie-France Bazzo Productrice et animatrice](#)

Mon texte de la semaine dernière portait sur la culture de l'indignation, très présente dans les médias. Dans *Le Devoir* de vendredi, un texte passionnant et inquiétant d'Annabelle Caillou est venu ajouter de la profondeur à ma réflexion. Elle parlait de la fatigue informationnelle.

Mis à jour le 23 mai

Face à la surcharge d'information, de plus en plus de Québécois décident d'éviter activement les nouvelles. Il y aurait un lien direct entre stress et information. Des entrevues menées par la journaliste et des études consultées émane le fait que les médias épuisent le citoyen avec leurs nouvelles répétitives, leurs opinions polarisantes, leur surcharge d'informations.

Ce sujet m'interpelle parce que les infos sont mon pain et mon beurre, ce sur quoi je fonde une large part de mon interprétation du monde. C'est mon travail. Je suis toutefois comme les citoyens qu'elle a interrogés. Car malgré mon menu informatif très diversifié, j'ai considérablement réduit ma dose depuis des mois. Je ne regarde pratiquement plus de TJ nationaux. Régulièrement, je fais l'impasse sur les infos internationales. Certains jours, un seul copieux bulletin radio me suffit. J'angoisse.

Ce que je vis, ce que relate *Le Devoir*, je le constate partout autour de moi. Des gens, nombreux, coupent le cordon qui les relie aux nouvelles, choisissent ce qui entre dans leur cerveau, décident de s'abreuver à d'autres sources, d'autres font un « jeûne intermittent » d'information.

Tout ça est préoccupant, car des citoyens qui délaissent l'info, c'est ultimement mauvais pour la démocratie. C'est (traditionnellement) le fait d'être informés qui fait de nous de meilleurs citoyens, des gens impliqués, des professeurs motivés, voire des militants concernés.

Quand on leur demande, les raisons invoquées par les défroqués sont nombreuses.

Ils sont las des opinions qui supplantent les faits, tannés des harangueurs professionnels. Certains déplorent la montée du journalisme militant, campé et moralisateur. Ici, comme aux États-Unis et en France, existe aussi cette défiance croissante envers les grands groupes capitalistes qui contrôlent des groupes de presse, ce qui donne une information teintée politiquement.

Parmi les facteurs contribuant à la fatigue des masses, pointons l'obsession québécoise pour les faits divers, qui ajoute à la misère du monde en dépeignant des quartiers coupe-gorge et

des villes de plus en plus violentes, une criminalité banalisée qui décourage et inquiète tout le monde.

La désinformation et les *fake news* généralisées induisent par ailleurs un tel doute dans nos esprits que plusieurs se retirent, méfiants, échaudés, agacés de se faire prendre pour des cons. Ajoutez l'effet de saturation provoqué par l'info-spectacle et l'info continue et on s'étonnera de voir autant de monde dire *beubye* à Céline Galipeau...

Une grande partie de la fatigue que nous éprouvons, nombreux, face à l'information, vient peut-être aussi d'un autre élément, très subtil. On a l'impression que l'actualité et sa course folle SONT LE RÉEL, dont parlerait l'information. Les émissions, les journaux : tout est construit autour de l'idée de l'actualité. Mais rien n'est plus dépassé qu'une nouvelle de la veille. Les cycles de l'actualité se succèdent à une cadence infernale.

Dans les médias, il y a cette idée de *faire avancer la nouvelle*, de faire parler, d'avoir un scoop. L'actualité, c'est ce que les médias construisent. On peut douter, et plusieurs le font, que ça ait un lien avec le *réel*.

Le *réel*, ce sont souvent les problèmes au quotidien, peu photogéniques, le logement, la crise agricole, la transmission des fermes, la précarité alimentaire, les questions climatiques au jour le jour, les régions qui vivent des problèmes à répétitions loin des médias nationaux. Le réel demande du temps, de l'écoute, de la profondeur. On entend peu les histoires des gens qui vivent tranquillement ici, depuis trois mois ou trois siècles. Et une fois tous les quatre ans, on plante un thermomètre dans le grand corps social, et on s'étonne de sa lassitude. On se surprend de ses préoccupations, de sa manière de voter, de penser. Mais qu'est-ce que *l'actualité* nous apprend des intérêts, des inquiétudes des gens ? Une grande partie de la population se tance des médias parce qu'elle ne s'y reconnaît pas.

En 1998 (jadis !) Ignacio Ramonet, alors directeur du *Monde diplomatique*, écrivait déjà dans *La tyrannie de la communication* que s'informer fatigue. Que c'est beaucoup d'ouvrage, qu'il faut fournir un effort constant pour choisir et varier ses sources d'information. Et c'était déjà vrai dans ce monde où les manipulations n'étaient pas du *deep fake*, où les technologies de l'information jouaient, mais pas autant qu'aujourd'hui, un rôle central. Mais la communication exerçait déjà sa tyrannie. Vingt-cinq ans plus tard, une grande partie de la population, partout, démissionne et écoute de la musique. Ou des bonimenteurs... S'informer épuise...

Les gens partent. Se bouchent les oreilles. Vont chercher ailleurs, parfois en marge, leurs informations. Comment les, nous, réintéresser ? Peut-on le faire ? Cela demandera beaucoup de courage et d'humilité de la part des médias. Et des orientations probablement différentes.

Nous sommes pourtant à un tournant. Il faut, tous, se réveiller.

Le langage en transformation dans les radios au Québec



Marie-Josée Olsen a pris part à une table ronde lors du Festival international de journalisme à Carleton-sur-Mer, en Gaspésie.

Marie-Michèle Bourassa

Publié le 21 mai 2023

Le langage familier et les anglicismes sont de plus en plus courants dans les radios francophones au Québec. C'est ce qui est ressorti des premiers résultats de la recherche sur l'état de la langue française dans les radios réalisée par Marie-Josée Olsen, enseignante à l'École supérieure en art et technologie des médias du Cégep de Jonquière.

La chercheuse a présenté les résultats préliminaires de son enquête, dont l'un des objectifs est d'enseigner aux étudiants l'état actuel du français dans leurs futurs milieux de travail.

Notre rôle, c'est de former les acteurs qui vont se retrouver en ondes bientôt. Donc, ce qu'on veut faire, c'est d'offrir une formation, en général, de la meilleure qualité possible, mais aussi une formation linguistique qui soit la meilleure, a-t-elle expliqué. En faisant le relevé, ça me permet de savoir quelles sont les catégories les plus fortement représentées, peut-être d'insister sur ces catégories-là davantage dans la formation, et en même temps, ça me permet de vraiment avoir un état de la situation. Donc, ce qu'on entend sur les ondes pour que notre formation puisse être la mieux arrimée possible au marché actuel.

Festival international de journalisme à Carleton-sur-Mer

L'enseignante a discuté de ses recherches lors d'une table ronde au [tout premier Festival international de journalisme à Carleton-sur-Mer, en Gaspésie](#). Elle se réjouit de pouvoir discuter des problèmes qui secouent le monde des médias en contexte de compétition.

Non seulement on a accès à un volet très formatif parce qu'on apprend plein de choses, mais en même temps, on peut aussi avoir cette interaction-là, donc ouvrir le canal de communication qui n'est pas toujours évident, a-t-elle ajouté. Des fois, les conversations ne sont pas faciles.

Un groupe d'étudiants de l'École supérieure en art et technologie des médias a également pu assister aux conférences du festival. On parle des jeunes en formation, on parle des jeunes de demain, mais ils sont là aussi pour dire ce qu'ils en pensent, a conclu Marie-Josée Olsen.

Selon une entrevue de Jean-François Coulombe

Du journalisme à la politique, entre éthique et convictions



Jacques Boissinot La Presse canadienne Martine Biron s'est présentée l'automne dernier sous la bannière de la Coalition avenir Québec alors qu'elle occupait encore quelques semaines auparavant sa chaise d'analyste à l'Assemblée nationale pour Radio-Canada.

[Annabelle Caillou](#)

20 mai 2023

Martine Biron, Paule Robitaille et Alexis Deschênes ont tour à tour été journalistes avant de se lancer en politique, causant parfois un malaise parmi le public et leurs ex-collègues. Mais sauter la clôture n'a rien de nouveau ni de surprenant, ont-ils plaidé dimanche lors du Festival international de journalisme de Carleton-sur-Mer (FIJC), assurant l'avoir fait par conviction de pouvoir « changer les choses », sans vouloir entacher la profession.

« Un journaliste, ce n'est pas un robot. C'est un professionnel qui tasse ses biais pour faire son travail. Le jour où il se présente en politique, il ne se fait pas greffer des convictions, elles ont toujours été là. Il a juste décidé de jouer un rôle différent dans la société », souligne Alexis Deschênes, ex-candidat péquiste dans Bonaventure.

Celui qui est aujourd'hui avocat était invité par le FIJC pour discuter de la transition controversée du journalisme vers la politique. La ministre des Relations internationales et de la Francophonie Martine Biron et l'ex-députée libérale Paule Robitaille ont aussi partagé leur vécu. Chacun d'entre eux a eu une carrière de journaliste télévisé à TVA ou à Radio-Canada avant de se présenter en politique provinciale.

À leurs yeux, il n'y a rien d'étonnant à ce que des journalistes soient tentés par la politique. Ils sont d'ailleurs nombreux à le faire depuis des décennies, tels que Bernard Drainville, Vincent Marissal, Christine St-Pierre ou encore [Jean-François Lisée](#).

Bien que les journalistes lèvent le voile sur des injustices de la société pour presser les dirigeants à corriger le tir, ils n'ont aucun pouvoir décisionnel entre les mains. Et c'est ce « pas de plus » qui les attire souvent à passer « de l'autre côté du miroir », fait valoir Martine Biron. « La politique, c'est un autre chemin. Je dis souvent qu'en journalisme, tu donnes la voix aux gens. En politique, tu la portes. »,

Métiers connexes

Au-delà de cette volonté commune de changer la société, les deux métiers ont bien d'autres points communs, ont soutenu les trois panélistes. Ils estiment même que leur parcours de journaliste a été un atout pour comprendre et se glisser plus rapidement dans leur rôle de politicien.

« Tout ce que j'ai appris en journalisme, la démarche journalistique, je l'applique en politique dans la cueillette d'informations pour arriver à prendre une décision », donne en exemple Mme Biron.

L'écoute est aussi un aspect du métier de journaliste que Mme Robitaille a exporté dans son métier de politicienne, lorsqu'elle siégeait à l'Assemblée nationale de 2018 à 2022. « En journalisme, tu écoutes, tu prends des notes et tu développes une certaine empathie. Comme politicien, c'est aussi super important, tant avec les citoyens que dans les commissions parlementaires. »

La rigueur dans la recherche des faits et la capacité de vulgariser les informations rapidement est aussi un gros avantage pour les journalistes qui se lancent en politique, note de son côté Alexis Deschênes. « Ça a beaucoup de valeur dans un parti. »

Sans oublier la notoriété dont jouissent les journalistes, particulièrement lorsqu'ils passent à la télévision. « Ça fait partie du calcul pour un parti politique, assurément, il faudrait être naïf de penser le contraire », insiste-t-il. Martine Biron abonde dans le même sens, mais tient à souligner qu'une « candidature vedette » n'est pas « une garantie d'élection ».

Problème éthique ?

Bien que les métiers de journaliste et de politicien ont des similitudes, le passage de l'un à l'autre soulève à tout coup incompréhension et interrogations au sein du milieu des médias et parfois même du public.

Martine Biron a soudainement décidé l'automne dernier de se présenter sous la bannière de la [Coalition avenir Québec](#), alors qu'elle occupait encore quelques semaines auparavant sa chaise d'analyste à l'Assemblée nationale pour Radio-Canada. La commotion fut telle que la Fédération professionnelle des journalistes du Québec est sortie publiquement pour exprimer plusieurs craintes. Parmi elles, la création d'une confusion chez le public quant à l'indépendance réelle des journalistes. Cet aspect a d'ailleurs été soulevé lors du FIJC.

« Est-ce que j'ai nui à la profession ? Il y a des gens qui pensent que oui. [...] Moi, je me regarde très bien devant le miroir. J'estime que j'ai été éthique », a répondu Mme Biron, rappelant avoir refusé systématiquement les propositions de partis provinciaux et fédéraux pendant des années. « Dans ce cas-ci, j'étais en vacances quand l'offre est tombée », ajoute-t-elle, précisant qu'elle se voyait mal revenir comme journaliste pour couvrir la campagne électorale en sachant très bien que l'offre lui a trotté dans la tête plusieurs jours. Elle a donc fini par accepter.

Le milieu devrait-il se doter de certaines règles, comme imposer une période de purgatoire avant qu'un journaliste se porte candidat ? « Moi, je vois mal comment il pourrait y en avoir. Je pense que ceux qui veulent faire ce choix-là, doivent le faire dans des règles éthiques qui leur sont propres. »

Et la question éthique se pose aussi dans l'autre sens, lorsque l'ex-journaliste devenu politicien souhaite retourner dans sa profession initiale. Les trois intervenants n'y voient aucun problème. « Il n'y a rien qui nous empêche de recommencer à raconter des histoires [...] si c'est très loin de la politique », soutient Mme Robitaille. Elle a d'ailleurs expérimenté ce retour au journalisme en écrivant plusieurs articles sur la [guerre en Ukraine](#) pour *La Presse*.

« [Jean Charest](#) était avocat avant d'être politicien et il est aujourd'hui redevenu avocat, et c'est accepté. Moi, je suis journaliste, je ne pense pas que je vais être autre chose », indique Mme Biron affirmant ainsi sa volonté de revenir dans le milieu, peut-être par la chronique, lorsqu'elle quittera la politique.

Notre journaliste est à Carleton-sur-Mer à l'invitation du Festival.

Si Martine avait pleuré...

Par [Mylène Moisan](#) | 26 mai 2023

Bernard Drainville multiplie les excuses depuis son élection. (Jacques Boissinot/PC)

CHRONIQUE / Dimanche au tout premier Festival international de journalisme de Carleton-sur-Mer, à quelques kilomètres du pont entre Pointe-à-la-Croix et Campbellton, la journaliste devenue ministre Martine Biron savait qu'elle n'y échapperait pas, au troisième lien.

Son premier « coup de vent », venu de son propre camp.

Martine a accepté, avec Paule Robitaille et Alexis Deschênes, l'invitation à venir parler de la « grande tentation » pour ces journalistes qui ont fait le saut en politique. Le sujet s'impose, nous sommes dans la Gaspésie de René Lévesque, et les organisateurs en ont profité pour souligner sa contribution au journalisme et, plus largement, au Québec.

Au dos des chandails officiels de l'événement, une citation du fondateur du Parti québécois, « être informé, c'est être libre ».

Sur la scène de l'auditorium, devant une salle comble, Martine Biron sait qu'elle devra essuyer quelques salves sur la spectaculaire volte-face de son gouvernement à la fin avril sur le lien autoroutier entre Lévis et Québec. Et elle ne s'est pas défilée. « Ça a pédalé dans la saumure solide, on l'a appris à la dernière minute », lâche-t-elle d'emblée.

La ministre des Relations internationales et de la Francophonie a répété que la décision n'a pas fait l'objet de discussions en caucus, qu'elle et les autres ont été jetés dans la fosse aux lions. « Ça n'a pas été discuté et je l'ai dit publiquement. C'est difficile parfois, la ligne de parti, surtout quand il n'y en a pas... tu l'inventes, hein? » Elle affirme ne s'être « jamais sentie bernée ».

Sa ligne a été celle-ci : « Je pense que l'ascenseur doit remonter », en ajoutant qu'« il y a plein de projets. » Il n'en fallait pas plus pour qu'on lui reproche de faire de la vieille politique, d'avoir fait la « gaffe du siècle ». Ce à quoi elle a répondu dimanche, « il y a des chroniqueurs qui vont manquer de superlatifs quand je vais faire une vraie gaffe. »

Elle sait, elle a été de l'autre côté.

Martine Biron aurait-elle pu pleurer le lien autoroutier? (Jacques Boissinot/La Presse Canadienne)

L'ex-journaliste politique s'assume. « Ce n'était pas parfait, j'ai été critiquée, des gens qui ont perçu que je voulais avoir plus qu'ailleurs. Ça a été mal dit, finalement, mes mots de communicatrices ont été probablement mal choisis. Mais je vis avec ça, c'est correct. Le plus important, c'est d'être moi, de dire comment je le vivais. [...] Je voulais dire que sans cette colonne qui était le troisième lien, il fallait trouver d'autres projets. »

Éric Trottier, le DG du *Soleil*, animait la rencontre, il a commencé une question :

- Des excuses ont été offertes par certaines personnes de votre parti...

- Par une.

Et vlan, elle n'allait pas tourner autour du pot, des excuses et des larmes de Bernard Drainville, qui a choisi la contrition. « Tu fais référence à Bernard. Bernard, lui, c'est comme ça qu'il le sentait et il l'a fait comme il le voyait, je respecte ça. Mais moi, bon, moi je l'ai fait comme moi je le voyais. Je ne sais pas comment j'aurais été jugée si j'avais versé une larme, par exemple, sur le troisième lien, je ne suis pas sûre que ça aurait bien passé. Comme femme, je veux dire, une femme qui pleure, c'est un peu ordinaire. »

Et vlan encore. Elle sait qu'on aurait dit d'elle qu'elle était faible, qu'elle n'avait peut-être pas la couenne assez dure pour la politique, comme Lise Thériault avant elle quand, malheur, une larme avait fait couler son mascara en plein point de presse.

Les émotions, ironiquement, c'est pour les gars.

Le débat sur les glandes lacrymales des élus fait d'ailleurs les manchettes pas plus tard qu'il y a deux mois en France alors que la première ministre Élisabeth Borne a fait face aux « rumeurs » – c'est le mot employé par la presse – d'avoir versé quelques larmes en sortant de l'Assemblée nationale après avoir imposé un 49.3 – l'équivalent de notre bâillon – dans le controversé dossier des retraites.

Voici comment une de ses conseillères a réagi à la rumeur ébruitée entre autres dans le quotidien *Le Monde* : « À aucun moment elle n'a pleuré. [...] Les clichés ont la peau dure : une femme politique qui traverse une épreuve doit pleurer. Raté, cela ne fut pas le cas. » Son collègue, le ministre du Travail Olivier Dussopt, s'est aussi porté à sa rescousse. « La première ministre est solide », a-t-il rétorqué, admettant du bout des lèvres un « *moment d'émotion* ».

Il a été catégorique, « elle ne pleure pas », bon.

Imaginez seulement une seconde si Justin Trudeau était une femme, lui qui a l'excuse et la larme particulièrement faciles, au point où on soupçonne le mauvais pli du professeur de théâtre qu'il a été. Drôle de hasard, je suis tombée sur un coup de gueule de Bernard Drainville au 98,5 FM du 7 juin 2019, où il dit, à propos de notre larmoyant premier ministre, « trop, c'est comme pas assez. »

C'est la même chose pour les excuses.

Ce qui est certain, c'est que les hommes politiques qui pleurent s'en tirent plutôt bien, on n'a qu'à penser à Obama, Bush, Clinton, qui n'ont pas hésité à sortir leurs mouchoirs devant les caméras. « Sur le plan du caractère, le fait de pleurer est associé à des personnalités qui ont beaucoup d'empathie », a déclaré en 2017 à l'AFP Lauren M. Bylsma, professeure en psychiatrie à l'Université de Pittsburgh et auteure de plusieurs études sur les larmes.

Un café avec... Florence Aubenas **Le point de vue du ver de terre**



PHOTO RÉGIS LEBLANC, COLLABORATION SPÉCIALE

Florence Aubenas, grand reporter au *Monde*

Notre chroniqueuse Isabelle Hachey s'entretient avec la journaliste et écrivaine française Florence Aubenas.

Mis à jour le 28 mai



[Isabelle Hachey La Presse](#)

Pendant deux ans, Florence Aubenas n'a pas franchi les limites du boulevard périphérique de Paris. Et puis, au bout de deux ans, elle a voulu savoir. Si elle pouvait repartir. Si elle pouvait continuer à pratiquer son métier, malgré tout. Malgré ça. Alors, en 2007, l'ancienne otage de Bagdad a proposé à sa rédaction d'aller couvrir un déploiement de troupes françaises en Afghanistan.

Florence Aubenas a fait sa valise « en tremblant d'avoir peur ». Que ferait-elle de sa vie de bourlingueuse si elle n'y arrivait pas ? Si le souvenir de sa captivité la rattrapait dès sa sortie de l'avion et la clouait sur place ? Elle a prévenu sa rédaction : « Si, en mettant le pied par terre, j'ai l'impression que ma semelle brûle, s'il faut que je remonte à l'instant dans l'avion, ne vous foutez pas de moi... »

À son grand soulagement, ça n'a pas été le cas. Et pour notre plus grand bonheur. Florence Aubenas a continué à faire ce qu'elle avait toujours si bien fait : du journalisme de terrain. Du vrai de vrai. Avec, en prime, une plume précise et agile qui fait passer ses reportages dans *Le Monde* pour autant de nouvelles littéraires, bijoux d'écriture empreints d'humanité.

Nous nous rencontrons à la Brûlerie du Quai, face à la baie des Chaleurs, où nous participons toutes deux à la première édition du Festival international de journalisme de Carleton-sur-Mer. Trois jours plus tôt, Florence Aubenas traînait encore ses bottes dans les tranchées boueuses d'Ukraine. Elle en est à son sixième séjour là-bas depuis l'invasion russe. À son tout premier au Québec. La veille, au Dixie Lee, quelqu'un a insisté pour lui faire découvrir la spécialité locale : un plat de frites et de fromage noyés dans la sauce brune. « J'ai failli m'évanouir », rigole-t-elle.

La grande dame du journalisme français est capable d'en prendre, mais il y a tout de même des limites...

Après l'Irak et l'Afghanistan, Florence Aubenas a couvert la guerre en Syrie, à une époque où s'était développé là-bas un véritable business de l'enlèvement. Comment fait-elle ? Quand mon journal m'envoie couvrir les points chauds de ce monde, je peux au moins me faire croire que ce genre de mésaventures n'arrive qu'aux autres. À Florence Aubenas, par exemple.



PHOTO RÉGIS LEBLANC, COLLABORATION SPÉCIALE

Florence Aubenas

La journaliste rigole, encore : c'est l'argument qu'on sert chaque fois à nos familles ! À son tout récent retour d'Ukraine, ses proches lui ont reproché de s'être aventurée près du front. Elle les a rassurés : pour elle, ce n'était pas pareil, elle faisait attention... Et puis, en le disant, elle s'est rendu compte qu'elle leur avait servi la même soupe avant son calamiteux voyage en Irak...

Soudain, son regard s'assombrit. « Je fais un peu la maline avec vous en terrasse avec un latte. Mais sur le moment, on ne rit pas du tout... »

On l'imagine sans peine. Pendant 157 jours, il n'y a eu pour elle ni terrasse, ni latte, ni vue sur la mer. Pas de nourriture, à part des bouts de pain. Pas de douche. Pas de conversation. Pas de lumière du jour. Et, le plus souvent, pas d'espoir.

Ses ravisseurs lui répétaient sans cesse que son gouvernement l'avait oubliée et qu'ils l'égorgeraient le lendemain. Elle a passé cinq mois, yeux bandés et mains liées, dans une cave suffocante et bondée d'otages. « Nous étions serrés les uns contre les autres. Quand l'un bougeait, les autres devaient bouger. » Personne ne s'entraidait. Au contraire. « Le premier salaud, c'est celui qui vous a enlevé. Mais il faut quand même faire attention à votre voisin de misère... »

Seule femme parmi une vingtaine d'otages, Florence Aubenas se faisait punir exprès pour que ses ravisseurs lui passent des menottes en fer – question, pour elle, de pouvoir frapper ses compagnons d'infortune quand le besoin s'en faisait sentir...

On imagine l'horreur, donc. Pourtant, Florence Aubenas parle de son enlèvement avec détachement. Ce n'était, dit-elle, rien de plus qu'un « accident professionnel ». Un journaliste peut se faire enlever comme un couvreur peut tomber d'un toit ; on ne le souhaite pas, évidemment, mais ça fait partie des risques du métier. Ce n'est même pas ce qui l'a le plus marquée, dans sa carrière.

Ce qui lui a causé le plus grand choc, c'est de se réveiller dans une chambre d'hôtel, un matin, sans pouvoir se rappeler où elle était. Elle savait bien qu'elle était là pour raconter une histoire, mais ne savait plus laquelle. Elle en a eu honte.



PHOTO RÉGIS LEBLANC, COLLABORATION SPÉCIALE

Florence Aubenas

À l'époque, elle vivait dans ses valises, toujours à courir après les conflits. Partir. Revenir. Repartir. Encore et encore. Ce réveil embrouillé l'a poussée à changer ses façons de faire. À ne plus enchaîner autant les missions. « Pour moi, c'est important de raconter d'abord un pays et, ensuite, raconter ce qui s'y passe. Il n'y a rien qui me fait plus de peine que quelqu'un qui allume la télé, voit des soldats dans le désert et dit : « C'est terrible... où c'est, déjà ? » C'est un échec professionnel très fort : on n'a pas su faire comprendre les enjeux, on a juste transmis la violence. »

Quand les brumes du sommeil se sont complètement évaporées, ce matin-là dans la chambre d'hôtel, Florence Aubenas s'est rappelé qu'elle était à Bujumbura, au Burundi.

Depuis, elle raconte la vie et ses nuances. Elle le fait en s'effaçant derrière son histoire, au point de faire douter le lecteur : s'agit-il vraiment d'un reportage ? Il faut dire que la journaliste est passée maître dans l'art de se faire oublier. Comme une mouche sur un mur, elle est là, discrète, écoutant tout, notant tout.

Elle n'a rien contre le journalisme à la première personne, très populaire aux États-Unis, mais ce n'est pas son genre. « J'aurais peur de prendre trop de place. Pour moi, le journalisme, c'est raconter les autres. J'essaie de disparaître. »

Pendant la Seconde Guerre mondiale, le grand journaliste américain Ernie Pyle affirmait adopter, dans les tranchées, le point de vue du ver de terre. « La mouche sur le mur dont vous me parlez évoque la même chose : c'est l'insecte qu'on ne voit pas. Je revendique le point de vue du ver de terre. »

Moi, je me fais oublier. Et l'intérêt d'avoir du temps, c'est ça. Au bout d'un jour ou deux, j'arrête les questions. Je regarde juste comment ça bouge, comment ça vit, comment ça parle. Je fais partie du décor.

Florence Aubenas

Elle a appliqué la formule avec les gilets jaunes, que la plupart de ses collègues parisiens avaient tendance à regarder de haut. « Quand j'ai écrit ce papier, dans ma propre rédaction, il y a eu un petit débat. » On lui a demandé ce qu'elle fabriquait, au juste. Un peu plus et on l'accusait de trahison. Tout ce qu'elle voulait, pourtant, c'était écouter. Et comprendre.

C'était plus facile à dire qu'à faire. Elle a dû faire preuve d'humilité en se présentant un matin d'hiver à un rond-point occupé par des gilets jaunes. On lui a désigné une chaise, bien loin du brasero autour duquel se réchauffaient les manifestants. « Asseyez-vous là, lui ont-ils ordonné, méfiants. Le porte-parole va arriver à 17 h. D'ici là, personne ne vous parle. On ne parle pas aux journalistes. »

Florence Aubenas est restée là, frigorifiée sur sa chaise. Les gilets jaunes, hostiles aux médias, tournaient autour d'elle avec leurs cellulaires pour filmer à quel point elle travestirait leur réalité. Elle a tenu bon. « Au bout d'un moment, ils en ont eu marre. La glace s'est rompue et on a commencé à parler. »

Elle aurait de quoi pavoiser. Ses reportages au long cours se dévorent comme des romans et font un tabac en librairie. *Le quai de Ouistreham*, résultat d'une enquête journalistique immersive au cours de laquelle elle a été embauchée comme femme de ménage sur les traversiers de cette commune de Normandie, a été adapté au cinéma en 2021. Son rôle y est joué par... Juliette Binoche.

Bon, Juliette Binoche en chandail mou, toujours décoiffée et qui se mouche du revers de la main, mais Juliette Binoche quand même...

Ça n'impressionne pas Florence Aubenas. Peu importe les honneurs, cette femme n'aura jamais la grosse tête. Elle est éminemment sympathique. Dès qu'on la rencontre, on a l'impression de la connaître. C'est sans doute la clé de son succès journalistique : cette aisance naturelle avec les gens.

L'autre clé, c'est bien sûr sa formidable maîtrise des mots. Sa grande humanité, également. Mais, surtout, son inaltérable passion du métier. « J'aime le journalisme, j'aime écrire des articles et j'aime la vie de journaliste. Cette manière de jeter le sac sur son épaule et de partir, je fais ça depuis très longtemps. Je suis ce genre de personne qui ne démêle pas sa vie professionnelle et sa vie privée. Je vis seule, je n'ai pas d'enfant et cela n'a pas été un renoncement. J'aime la vie que je mène. Pour moi, c'est une forme de liberté. »

Questionnaire sans filtre

1. Le café et moi : Chez moi, je bois du thé. En revanche, à l'extérieur, je bois du café. Je suis maniaque du thé, alors que je bois n'importe quel café, même très mauvais, même du Nescafé en reportage...

2. Les personnalités, mortes ou vivantes, que j'aimerais réunir autour d'une table : J'admire des gens pour ce qu'ils ont dit, pour ce qu'ils ont écrit, pour la musique qu'ils ont jouée. Ça va de Mandela à Bruce Springsteen, mais je n'ai aucune envie de les mettre autour d'une table pour discuter avec eux. Ce qu'ils ont fait me suffit.

3. Sur ma table de chevet : Je lis frénétiquement. Je viens de terminer le livre dont tout le monde parle à Paris : *Les éclats*, de Bret Easton Ellis. Et parce que je suis obsédée par l'Ukraine, je relis *Vie et destin*, de Vassili Grossman.

Qui est Florence Aubenas ?

- Née le 6 février 1961 à Bruxelles de parents français. Elle passe les 18 premières années de sa vie en Belgique.
- Elle étudie en littérature à l'Université Paris Nanterre, avant de bifurquer en journalisme. Diplômée du Centre de formation des journalistes de Paris en 1984.
- Embauchée à *Libération* en 1986, où elle passe la majeure partie de sa carrière comme grand reporter. En 2006, elle est recrutée par *Le Nouvel Observateur*, puis par *Le Monde* en 2012.
- Parmi ses publications : *La méprise : L'affaire d'Outreau* en 2005 ; *Le quai de Ouistreham* en 2010 ; *L'inconnu de la poste* en 2021

Florence Aubenas, rendre compte du vivant



Photo: Jacques Nadeau Le Devoir La journaliste Florence Aubenas confie avoir une prédilection pour les sujets qui sont les moins traités, pour les humbles et les laissés-pour-compte.

[Christian Desmeules](#) à Carleton-sur-Mer

Collaborateur

24 mai 2023

On pourrait croire qu'elle ne tient pas en place. Partir, revenir, repartir. Depuis 30 ans, Florence Aubenas est plongée dans une sorte de mouvement perpétuel.

« C'est certainement un défaut », suggère la journaliste, attrapée pendant le Festival international de journalisme de Carleton-sur-Mer, en Gaspésie, où cette admiratrice de la première heure du groupe Beau Dommage — qui n'était jamais venue au Québec — était invitée pour la première édition. « Mais c'est un défaut qui est utile dans mon métier, en tout cas. Il faut aller vite, il faut partir vite. »

Vingt ans au quotidien français *Libération*, avant d'entrer au *Nouvel Observateur* en 2006, puis de se joindre au *Monde* en 2012 comme « grand reporter ». Depuis ses premiers pas comme reporter de guerre en plein génocide au Rwanda, les missions, sans nombre, se sont enchaînées : le Kosovo, l'Afghanistan, la Syrie. Et depuis un an, sans surprise, elle multiplie les allers-retours en Ukraine.

Née en 1961 en Belgique, un pays qu'elle a quitté à l'âge de 18 ans pour la France, la journaliste est devenue tristement célèbre en 2005 après avoir été otage pendant 157 jours en Irak — dans des conditions abominables.

Une épreuve qui ne semble jamais avoir ébranlé, chez cette journaliste de haut vol, le désir de « rendre compte du vivant », en France comme à l'étranger.

En témoignent aussi, en plus de ses reportages, des livres qui ont marqué les esprits, comme *Le quai de Ouistreham* (L'Olivier, 2010, adapté au cinéma par Emmanuel Carrère en 2021), pour lequel pendant six mois elle a infiltré incognito à Caen le monde des travailleurs précaires — du journalisme d'investigation façon Nellie Bly et George Orwell.

Florence Aubenas vient de publier *Ici et ailleurs*, une sélection de ses reportages parus dans le quotidien *Le Monde* entre 2015 et 2022. On la retrouve ainsi traversant Paris le soir des attentats de novembre 2015, squattant un campement de Gilets jaunes installé près d'un rond-point de Marmande, en 2018, au début de la crise. Prenant le pouls de petits caïds de la banlieue parisienne en goguette sur l'île de Phuket, en Thaïlande. Deux semaines après le début de l'[invasion russe](#) de l'Ukraine, carnet ouvert et stylo à la main, elle est à bord d'un autocar rempli d'hommes et de femmes retournant dans leur pays pour participer à l'effort de guerre.

Méthode : se faire oublier

On se demande parfois, en lisant Florence Aubenas, si elle n'aurait pas une cape d'invisibilité, comme en possèdent certains superhéros, tant est saisissante sa faculté à faire oublier sa présence, aussi bien par les sujets qu'elle observe que par ses lecteurs. À capter sans perturber l'essentiel et le détail qui donne la vie.

Elle rit, se met à rêver, compare plutôt son point de vue à celui d'un ver de terre, comme l'a dit un jour l'écrivain et reporter de guerre américain Ernie Pyle (1900-1945). « C'est exactement ce que j'essaie de faire : me faire oublier. » Sa méthode ? « On passe du temps. Si on reste une heure, on est beaucoup plus vu que si on reste une semaine. En reportage, je passe rarement une seule journée quelque part. Plus on reste longtemps, plus ça marche. »

« Je mets rarement moins d'une semaine pour faire un papier. » C'est de cette façon qu'elle a passé 10 jours dans un établissement pour personnes âgées, aux premières heures du combat contre la [COVID-19](#). « Au bout d'un moment, vous portez les plateaux. Vous voyez les filles débordées, une qui est malade, une autre qui n'est pas là, vous ne pouvez pas rester les bras croisés. De toute façon, je pense que dans les reportages, il faut donner aussi un peu de soi. » Et accepter parfois de répondre soi-même aux questions.

« Les questions que je pose, en général, sont celles auxquelles j'accepterais de répondre, confie Florence Aubenas. Quand on me demande combien je gagne ou comment je vis, je réponds. Ça ne me pose pas de problème. »

De même, il faut parfois accepter de traverser le miroir de la sacro-sainte et froide objectivité. En particulier lorsqu'on est, comme elle, à la recherche de l'humain. « Sinon, il faut rester chez soi à interviewer des ministres. Si vous allez dans des zones en difficulté, entre guillemets, des zones de violence, pour moi, ça fait partie de l'histoire. »

Les sujets du bas de la pile

Qu'elle soit en France ou à l'étranger, dans sa quête infatigable pour saisir le réel, Florence Aubenas avoue avoir une prédilection pour ce qu'elle appelle « les sujets du bas de la pile ». Pour les humbles, les laissés-pour-compte. Parce que ces sujets sont les moins traités, reconnaît-elle, et qu'aussi elle est facilement tournée vers ça.

Sa discrétion, la journaliste l'exerce également sur la page, dans ses phrases. « Plus le temps avançait et plus je trouvais compliqué de faire des citations dans les papiers. Ce n'est jamais exactement ce que les gens disent parce qu'on passe de l'oral à l'écrit, et après de longues interviews, il fallait aussi tronquer. Pour moi, en ouvrant les guillemets, on entre dans la zone dangereuse. »

Une responsabilité immense pour la journaliste, qui était mal à l'aise avec cette manière de faire. Et raison pour laquelle elle a fait le choix d'utiliser de plus en plus de propos indirects dans ses reportages.

C'est exactement ce que j'essaie de faire : me faire oublier

— Florence Aubenas

Depuis *L'inconnu de la poste* (L'Olivier, 2021), fascinant récit d'immersion consacré à l'assassinat d'une femme dans le petit village de Montréal-la-Cluse, une affaire qui n'est toujours pas classée, Florence Aubenas explique même avoir pris l'habitude, lorsque c'est possible, de faire relire les passages entre guillemets aux gens qu'elle cite.

Pour cette grande lectrice de Simenon — aussi bien que des journalistes narratifs à l'américaine que sont Joan Didion et Tom Wolfe —, le malaise est de la même nature lorsqu'il s'agit d'écrire à la première personne. Pour elle-même, le « je » est difficile, peu souhaitable, souvent encombrant. « Ça prend le lecteur par la main, ça l'oblige à voir avec vos yeux. Déjà que vous le faites depuis votre point de vue, le faire au “je” me paraîtrait carrément *too much*... »

Tout juste rentrée d'Ukraine, où elle vient de passer cinq semaines — son sixième long séjour là-bas destiné à rendre compte du conflit depuis mars 2022 —, Florence Aubenas a pu constater sur le terrain l'évolution du conflit, de la stupeur des premiers jours à une espèce de routine mortifère. « Le plus terrible, c'est que la guerre s'est installée. C'est effrayant. Appeler sa fille Javelina, extirper de soi tout ce qui est russe. L'Ukraine s'est terriblement radicalisée. Nous en sommes à ce moment de la guerre où il n'est plus possible de voir l'autre. »

Mais ici ou ailleurs, il lui faut suivre le mouvement, traquer la vie dans toute sa complexité, nous montrer les zones de clair-obscur. Se transformer s'il le faut en courant d'air. « Quel que

soit le sujet, ce qui me plaît, c'est écrire quelque chose dont on ne connaît pas la fin. En Ukraine, qui va gagner ? Je n'en sais rien. Comment la guerre va se terminer ? Je ne sais pas. C'est mon grand plaisir. Me confronter à ce qui bouge encore. J'aime les reportages qui restent ouverts. »

Ici et ailleurs

Florence Aubenas,

Les Québécois critiques du travail des médias

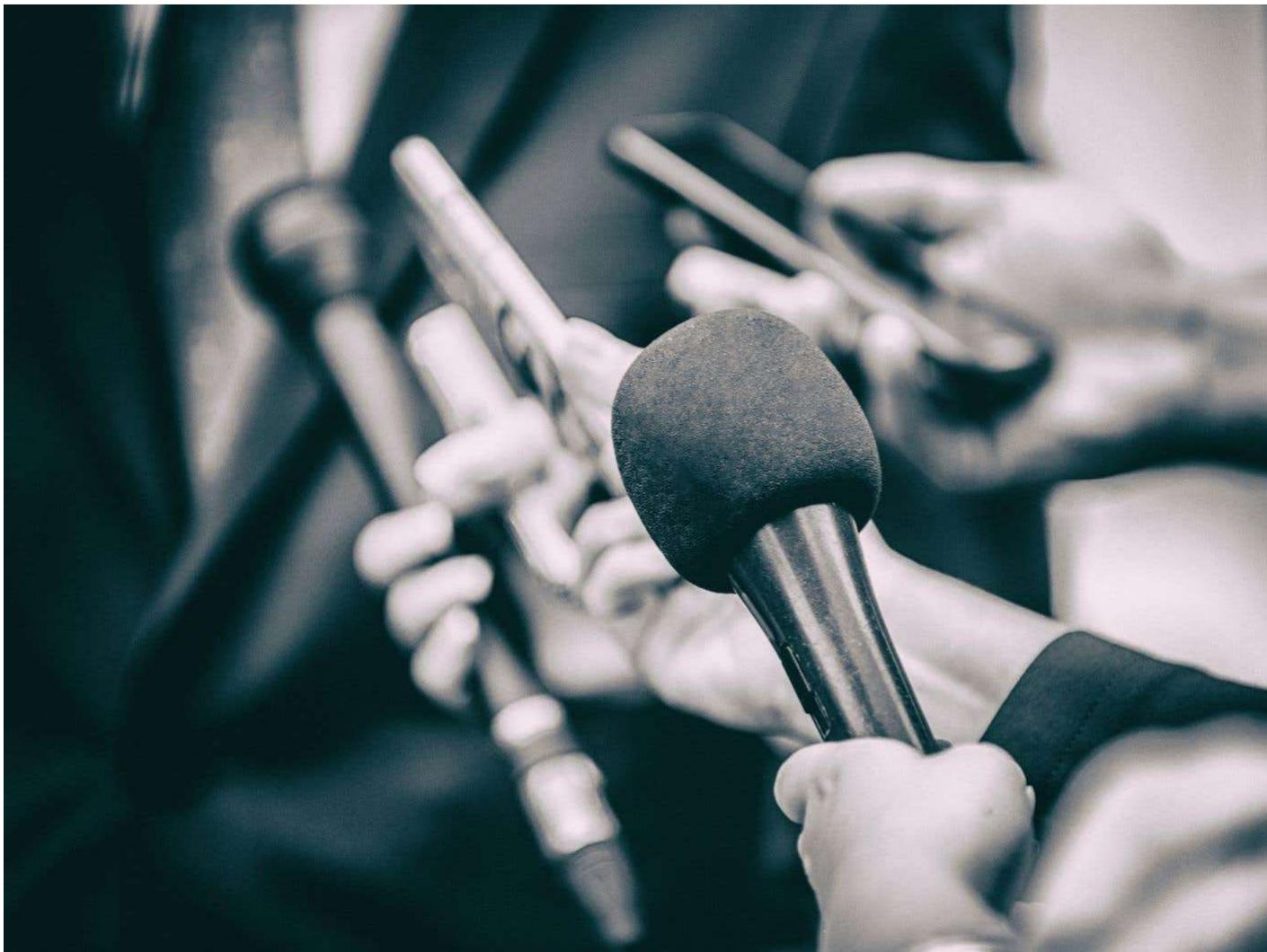


Photo: Getty Images 40% des Québécois pensent que les aides gouvernementales accordées aux médias poussent les journalistes à être moins enclins à critiquer le gouvernement.

[Étienne Paré](#)

26 mai 2023

La méfiance envers le travail des journalistes gagne une bonne partie des Québécois : près de la moitié de la population a l'impression qu'ils diffusent, souvent ou parfois, de fausses nouvelles délibérément. Notre rapport aux médias traditionnels varie énormément selon nos préférences politiques, nuance cependant cette même étude.

La firme Léger a sondé près de 1600 Québécois à la fin avril dans le cadre d'une étude dont les résultats ont été dévoilés la semaine dernière lors du Festival international du journalisme de Carleton-sur-Mer. Il s'en dégage que 37 % des répondants croient que les journalistes diffusent parfois des nouvelles volontairement trompeuses. À cela s'ajoute un 8 % qui est d'avis que les journalistes relaient souvent de fausses nouvelles.

« C'est assez troublant comme résultat. Il y a eu la pandémie, mais le problème est plus large. Il y a beaucoup d'éducation à faire dans la population pour démystifier le travail des journalistes. Et il faut que ce soit une éducation critique qui soit faite. Pas une éducation complaisante à l'égard du travail des journalistes. Quand les gens ont des doutes, et qu'on fait juste dire que leurs doutes ne sont pas fondés, ça ne marche pas », soutient Marc-François Bernier, professeur titulaire au Département de communication de l'Université d'Ottawa.

Cette récente étude, qu'il cosigne avec la professeure Marie-Ève Carignan de l'Université de Sherbrooke, révèle par ailleurs que 40 % des Québécois pensent que les aides gouvernementales accordées aux médias poussent les journalistes à être moins enclins à critiquer le gouvernement. Ils sont presque autant, 38 %, à croire qu'au contraire, le financement public des médias n'a aucune incidence sur le travail des journalistes.

« Pendant 100 ans, les médias ont dit qu'ils étaient indépendants par rapport aux décideurs, car ils étaient capables d'être autonomes financièrement. Ce n'est que depuis dix ans que le discours a changé. Les médias disent maintenant qu'ils ont besoin d'aides publiques pour traverser la crise que l'on connaît, mais assurent que cela n'affecte pas leur impartialité. Mais dans la population, on remarque que l'ancien paradigme est encore bien enraciné et ça va être long avant que ça change », analyse Marc-François Bernier.

Il y a beaucoup d'éducation à faire dans la population pour démystifier le travail des journalistes. Et il faut que ce soit une éducation critique qui soit faite.

— Marc-François Bernier

Perceptions politiques

Sans surprise, les sympathisants du Parti conservateur d'[Éric Duhaime](#) sont de loin les plus hostiles à l'égard des médias, notamment en ce qui a trait aux aides publiques qui leur ont été consenties. Plus de 80 % des conservateurs notent que ces subventions dissuadent les journalistes de s'attaquer au gouvernement.

Qui plus est, selon 63 % d'entre eux, les médias sont « trop à gauche ». À l'autre bout du spectre politique, un peu moins du quart des électeurs de [Québec solidaire](#) considère que les médias sont « trop à droite ».

Mais peu importe le parti auquel ils s'identifient, les Québécois préfèrent Radio-Canada pour la qualité de l'information. C'est particulièrement vrai chez les sympathisants de Québec solidaire. Ils sont 45 % à affirmer que le diffuseur public est la source d'information la plus

crédible au Québec, alors que moins de 11 % d'entre eux penchent pour l'empire médiatique de [Pierre Karl Péladeau](#). *A contrario*, 38 % des caquistes optent pour Radio-Canada, soit à peine plus que les 31 % qui jugent que les médias de Québecor sont la meilleure source d'information.

« Parmi les cinq partis, les conservateurs sont les plus critiques des médias, mais on observe que les sympathisants de Québec solidaire ont aussi des réserves, notamment sur les médias privés et sur la place de la publicité. Les libéraux, les péquistes et les caquistes ont plus tendance à avoir confiance dans les médias », résume Marc-François Bernier.

La crédibilité des médias est à la baisse au Québec, révèle une vaste enquête

24 mai 2023, 00h14

Alors que partout en Occident on note la montée de la désinformation, diverses études dans le monde révèlent que les médias et les journalistes font face à un important déficit de crédibilité, de confiance et d'imputabilité. Pour étudier ce phénomène à l'échelle du Québec, le professeur Marc-François Bernier (département de communication de la Faculté des arts, Université d'Ottawa) et la professeure Marie-Eve Carignan (Département de communication de la Faculté des lettres et sciences humaines, Université de Sherbrooke) ont mené une vaste enquête d'opinion portant sur les médias québécois.



Médias.Photo: Brian A. Jackson

« Il est très rare au Québec d'avoir un sondage d'une telle ampleur consacré à ce que les gens pensent de la crédibilité des médias et de leurs journalistes, et à la confiance qu'ils leur accordent ou leur refusent », rappelle le professeur Marc-François Bernier. À la veille de la

première édition du Festival international du journalisme de Carleton-sur-Mer et pour les 50 ans du Conseil de presse du Québec, cette enquête est incontournable pour enrichir les débats qui y auront lieu. Notre première analyse révèle des éléments fort intéressants à propos de la dynamique qui se trouve en arrière-plan des opinions exprimées, par exemple que le parti politique auquel les répondants accordent leur préférence influence leur perception des médias d'information et des journalistes ou, encore, que près de la moitié des répondants croient que les journalistes contribuent à diffuser de fausses nouvelles. »

Cette [enquête](#) mobilise des indicateurs reconnus dans la littérature scientifique qui vont au-delà des impressions générales. Les résultats offrent des pistes de réflexion qui pourront guider le développement des pratiques journalistiques.

« Au sortir d'une pandémie qui a généré beaucoup de méfiance envers les différentes institutions, il nous semblait essentiel de créer une enquête qui nous permet de comprendre en profondeur le rapport du public québécois aux médias », explique la professeure Marie-Eve Carignan, cotitulaire de la Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents. Bien que les personnes répondantes indiquent que les médias traditionnels sont ceux auxquels ils font le plus confiance, on note dans les résultats de l'enquête une mécompréhension et une hésitation d'une partie de celles-ci quant aux pratiques journalistiques, ce qui démontre un besoin de mieux comprendre les principes déontologiques et éthiques de la profession et de mettre en place des mécanismes pour assurer la confiance envers la presse. »

Ce sondage bilingue a été mené auprès de 1598 personnes résidant au Québec en avril 2023.

Quelques faits saillants de l'enquête

- La crédibilité de tous les médias est à la baisse même si les personnes répondantes estiment encore de façon majoritaire (sauf pour Internet) que les choses se sont passées vraiment ou à peu près de la façon dont les médias les racontent. La télévision demeure le média le plus crédible.
 - Plus de 45 % des personnes croient qu'il arrive parfois ou souvent que les journalistes contribuent à créer et à diffuser de fausses nouvelles.
 - Généralement, le jugement porté sur la crédibilité et la confiance des médias est plus sévère et critique chez les personnes s'identifiant au Parti conservateur du Québec.
 - Plus de 54 % de celles et ceux qui connaissent bien un sujet sont d'avis que les journalistes font preuve d'exactitude dans les faits qu'ils rapportent.
- La confiance des Québécoises et des Québécois est fragile selon certains indicateurs, mais tout n'est pas sombre.
 - C'est encore chez les médias traditionnels, peu importe les plateformes, que 76 % des personnes répondantes trouvent l'information à laquelle ils font le plus confiance.
 - On retrouve une répartition presque identique de personnes qui ne croient pas en l'indépendance des journalistes face aux partis politiques et au pouvoir politique (33 %) que de personnes qui croient qu'ils sont indépendants (34 %), alors qu'un autre tiers dit ne pas le savoir.
 - Plus de 40 % estiment que le financement public des médias d'information « incite les journalistes à être moins critiques des gouvernements » alors que 38 % estiment que « cela n'a aucune influence sur le travail des journalistes ».

- 30 % estiment que les journalistes sont avant tout au service de leur entreprise ou de leurs propres intérêts, alors qu'une même proportion croit qu'ils sont avant tout au service de l'intérêt public. Un tiers des personnes disent qu'ils servent ces trois intérêts.
- Presque autant de personnes ($\pm 30\%$) sont surtout en accord ou surtout en désaccord pour dire que les « journalistes peuvent diffuser des informations en toute liberté, sans interférence des propriétaires et gestionnaires ». 39 % des personnes répondantes adoptent une position intermédiaire, signe de leur indécision en la matière.
- Plus de 71 % estiment que les journalistes laissent souvent ou parfois leurs préférences politiques influencer la façon dont ils rapportent les nouvelles.
- Le Conseil de presse du Québec n'a pas la préférence des Québécoises et des Québécois en matière d'imputabilité.
 - Les personnes répondantes ont une connaissance relative des principales fonctions du Conseil de presse du Québec.
 - Seulement 26 % croient que ce tribunal d'honneur, avec uniquement un pouvoir de sanction morale, soit le dispositif adéquat pour assurer que les journalistes respectent l'éthique et la déontologie liées à leur métier.
 - 50 % estiment que les médias « accordent de l'importance aux plaintes et aux reproches du public », contre 27 % qui croient le contraire.
 - 41 % croient que les médias essaient de cacher leurs erreurs, contre moins de 36 % qui pensent au contraire qu'ils acceptent de les reconnaître.

Québec solidaire et les *pick-up*



[Régis Labeaume Maire de Québec de 2007 à 2021](#)

Québec solidaire devrait bientôt vivre son karma et aller à la rencontre des régions du Québec, tel que promis. J'espère pour eux qu'ils savent ce qu'ils font, parce qu'ils vont se faire ravalés leur taxe orange sur les *pick-up* neufs, et ça va sortir assez dru d'après moi.

Mis à jour le 25 mai

Il y en a en calvaissse, là-bas, des « véhicules énergivores », comme ils les appellent si cérémonieusement.

Par charité chrétienne, et pour ménager ces Montréalais pur jus et leurs apparentés, je n'ose pas vous écrire ce que mes cousins du Lac-Saint-Jean doivent penser de Québec solidaire (QS) et de leur taxe.

Dans l'état actuel des choses, ils ont des chances de trouver leur petite virée régionale assez inconfortable.

Ce n'est pas une fin de semaine en Outaouais, avec un kayak sur le toit d'un véhicule de Communauto, qui fait de vous un connaisseur du Québec profond.

Cela exprimé, je comprends très bien que la mathématique électorale impose cette tournée. QS parle de « déplafonner » sa performance en région. Bonne idée, autrement ils colleront au plafond bas, et se taperont une dépression atmosphérique.

Avant les dernières élections, avec leur élue dans Rouyn-Noranda-Témiscamingue, ils ont probablement eu l'impression que ça perçait à l'extérieur de Montréal, qu'ils l'avaient pogné, l'affaire.

Mais ça n'a pas fait long feu. Émilise Lessard-Therrien s'est fait battre en novembre dernier, et QS lèche encore ses plaies, dérouteré, même s'il a conservé Sherbrooke, qui ne fait pas trop régional, si vous voulez mon opinion.

Désolant, parce qu'elle était probablement la seule dans ce parti à avoir déjà vu, de ses yeux vu, à quoi ressemblait un quatre-roues (VTT).

Il faut être déconnecté en maudit, et trop urbain, pour proposer une surtaxe sur les *pick-up*. En fait, dans les perceptions, on s'est en quelque sorte attaqué au mode de vie des régionaux. On les a pris de haut, parce qu'on connaît la vérité nous autres, magnifiques citadins !

Il faut faire la différence avec cette mode urbaine d'une génération qui se balade généralement solo en monstres boulimiques de combustibles fossiles sans dépasser les limites de la ville pour ne pas les salir. Cette vogue vient avec la barbe, le chien et l'activité *foodie*.

Mais en région, voyez-vous, on vit beaucoup de la forêt, des mines, de la pêche, de l'agriculture, etc.

On aime la nature et on a des chalets, dans le bois. Pas des maisons secondaires dans les Laurentides où on débarque avec des escarpins griffés.

On chasse et on pêche beaucoup plus que dans Hochelaga, à Montréal. D'ailleurs, on ne se souvient pas du dernier qui a chassé l'orignal dans la rue Sainte-Catherine.

Et on fait de la motoneige. Attacher une remorque derrière une Honda Civic pour traîner l'engin, j'ai rarement vu ça.

Et on bûche souvent son bois pour l'hiver. À propos, un gigon (jigon) de la ville qui se prend pour un bûcheron en région, ça se voit vite. Ça me ressemble quand jadis je tentais de transporter mon sapin de Noël dans ma Renault 5 jaune moutarde...

La morale de cette histoire : un *pick-up*, en région, ce n'est pas un luxe.

On nous dira que QS avait prévu des exemptions, et autrement des bonifications pour l'électrique. Ça sentait la parfaite patente à gosse bureaucratique pour démêler le tout. Le mal était déjà fait.

En passant, je ne serais pas assez imprudent pour m'enfoncer en forêt avec un *pick-up* électrique sans être sûr d'avoir accès, éventuellement, à une génératrice pour recharger la batterie, au cas où. Une génératrice... au GAZ !

Pas simple d'être de gauche en Amérique du Nord. N'est pas Bernie Sanders qui veut. Et encore, le Québec généreux est exactement ce que rêve Bernie pour les États-Unis.

Le progrès social se réalise et réussit lorsqu'on roule avec le monde, à leur côté, ou deux pas devant, mais pas trop loin devant en les regardant dans le rétroviseur. Le miroir devient un prisme déformant.

Et il y a tellement d'autres problèmes à régler que des surtaxes sur les *pick-up*...

Le transport régional, par exemple. Désastreux, la mobilité en région actuellement, et ruinant. Faut qu'il se passe quelque chose et ça presse.

Historiquement, les régions ont créé des modèles de coopération innovants. Coopératives forestières, agricoles, alimentaires, horticoles, dans les pêches, etc.

Des modèles d'économie sociale auxquels moi je crois, comme à l'économie libérale, évidemment.

Au lieu de crier contre les riches, pourquoi ne pas espérer et travailler à bâtir plus d'entreprises d'économie sociale qui deviendraient des succès économiques et financiers ?

J'y reviens encore, la social-démocratie est l'idée de mieux partager la richesse qui est créée. Mais les partis de gauche ne parlent que de partage, sans s'atteler à sa création. On ne peut pas partager ce qui n'existe pas.

Québec solidaire fera bien ce qu'il veut, mais moi j'ai appris qu'en politique, une petite génuflexion, admettre l'erreur, faisait toujours la meilleure job.

Et un dernier truc, je leur conseillerais de ne pas aller en région pour dire du mal de François Legault. Ils l'aiment, le PM, eux, inutile de s'y prendre comme ça.

Entre nous

J'ai participé la fin de semaine dernière à un magnifique évènement : le Festival international du journalisme de Carleton-sur-Mer.

[Consultez le site du festival](#)

Imaginé par un un visionnaire, Bertin Leblanc, parrainé généreusement par Jean-François Lépine, et associé à la fondation René-Lévesque, cet évènement deviendra, selon moi, le Davos du journalisme québécois.

J'y étais à titre de gérant d'estrade, comme je me décris, et collaborateur de *La Presse*.

Bravo pour la Gaspésie, et merci au nom des citoyens de l'est du Québec !

RADIO-CANADA



Isabelle Larose

Publié le 20 mai 2023

Dans le cadre du premier [Festival international de journalisme de Carleton-sur-Mer](#), Radio-Canada vous propose de plonger dans l'histoire peu banale de CHNC. La station de radio, déménagée récemment de New Carlisle à Paspébiac, souffle cette année ses 90 bougies.

C'est au dentiste Charles Houde, fervent amateur de la communication radio, que l'on doit l'entrée en ondes de CHNC, un acronyme signifiant Charles Houde New Carlisle. La diffusion sur la bande AM commence le 23 décembre 1933 dans le domicile et cabinet de dentisterie de M. Houde, à New Carlisle.



Né à Nicolet en 1896, le chirurgien-dentiste Charles Houde s'est installé à New Carlisle en 1925 pour ouvrir son cabinet. Le village anglophone était alors le chef-lieu du comté de Bonaventure et l'un des rares villages gaspésiens à avoir l'électricité.

Photo : Musée de la Gaspésie. Fonds Charles-Eugène Bernard et Estelle Allard. P67/B/4a/3/5 / Charles-Eugène Bernard

CHNC, c'était le seul poste qu'on avait. Pour nous, la radio, c'était CHNC, se souvient Louis Bernard, un résident de Maria âgé de 85 ans. On l'écoutait sur la radio à batterie, parce qu'on n'avait pas encore l'électricité à Maria.

Alors que la musique occupe la plus grande partie du temps d'antenne durant les premières années de diffusion, CHNC se dote d'un service de nouvelles bilingue en 1936 et retransmet éventuellement les émissions et les nouvelles de Radio-Canada, à travers une programmation locale.

Les 90 ans de la station de radio gaspésienne CHNC



René Lévesque au micro de CHNC

Durant l'été 1936, alors qu'il est sur le point de célébrer son 14^e anniversaire, René Lévesque, parfaitement bilingue, est embauché par Charles Houde pour traduire les nouvelles.

L'annonceur de l'époque, Viateur Bernard, est subitement retiré des ondes en raison d'une appendicite. C'est ainsi que le jeune René Lévesque a pris place, au pied levé, derrière le micro.

« Où j'ai probablement attrapé le virus du journaliste, ça a été à New Carlisle. Il y avait un petit poste de radio qui est devenu un poste assez important, CHNC. »

— Une citation de René Lévesque, ancien journaliste et ex-premier ministre du Québec

Je suis devenu annonceur de nouvelles, racontait René Lévesque à l'émission *Jeunesse oblige*, sur les ondes de Radio-Canada, en 1969. Il fallait vraiment être en Gaspésie où les gens, à ce moment-là, pouvaient endurer n'importe quoi. [...] C'est un petit gars de 13 ans qui bouchait les trous, ça m'avait donné les éléments d'un métier, du moins l'illusion que je savais ce que c'était.



Récemment déménagée à Paspébiac, la station a nommé son nouveau studio radiophonique en l'honneur de l'ancien premier ministre du Québec qui a amorcé sa carrière de journaliste à CHNC.

Photo : Radio-Canada / Isabelle Larose

Outre René Lévesque, plusieurs personnalités québécoises ont été annonceurs ou journalistes à CHNC, dont l'auteur Yves Thériault, l'ancien ministre libéral Gérard D. Lévesque, le comédien Pierre Dufresne et l'ex-député Raynald Blais.



L'ex-ministre et député gaspésien Gérard D. Lévesque a également travaillé à CHNC.

Photo : Musée de la Gaspésie

CHNC a été une radio très importante pour l'histoire du Québec. Les journalistes et animateurs venaient se former ici avant de repartir en ville, explique le journaliste Michel Morin, à l'emploi de CHNC depuis 2003.

Une émission de radio en ondes durant 50 ans

Beaucoup de Gaspésiens ont encore un souvenir très clair de l'émission *La méditation religieuse* animée par l'abbé Lionel Boisseau durant cinq décennies, de 1937 à 1987.

L'émission proposait une réflexion religieuse, en lien avec l'actualité. [Je puise dans] un événement qui se passe dans la société, dans la vie, pour lui donner un certain relief religieux [...], pour pouvoir changer de sujet chaque jour et intéresser les auditeurs, expliquait l'abbé Boisseau sur les ondes de Radio-Canada en 1983.



L'abbé Lionel Boisseau a animé une émission à saveur religieuse durant cinq décennies sur les ondes de CHNC.

Photo : Radio-Canada / (Photo d'archives)

Il s'agirait d'une des émissions de radio ayant gardé l'antenne le plus longtemps, avec le même animateur.

Selon les archives de Radio-Canada, l'abbé Boisseau a même appelé Bernard Derome en septembre 1976 en lui demandant de rectifier la nouvelle selon laquelle l'émission *Les joyeux troubadours* avait établi un record de longévité au Canada.

C'est bel et bien lui qui détient ce record, affirme le journaliste Vincent Bolduc dans le cadre d'une émission d'affaires publiques diffusée en 1983.

Une station témoin de l'histoire du Québec

En 1957, Pierre Elliott Trudeau s'est arrêté à la station CHNC pour défendre les droits des travailleurs en grève de la Gaspé Cooper Mines à Murdochville.

Autre fait marquant, les ondes de CHNC ont été occupées en août 1969 par les membres qui formeront plus tard la cellule de financement Chénier du Front de libération du Québec (FLQ), dont Paul Rose.

Pendant plus d'une vingtaine de minutes, les futurs felquistes ont pris le contrôle des ondes pour dénoncer, entre autres, l'exploitation des pêcheurs gaspésiens.



L'animateur Octave Thibault travaille à CHNC depuis 2014.

Photo : Radio-Canada / Isabelle Larose

C'est un privilège d'avoir accès aux ondes publiques, d'avoir un micro, mais de le faire dans une radio qui a une grande saveur historique, c'est particulier. Il y a quelque chose d'impressionnant, affirme Octave Thibault, animateur à CHNC.

CHNC, gardienne du fait français au Nouveau-Brunswick

La présence de CHNC n'a pas eu un impact seulement en Gaspésie, mais aussi dans les provinces maritimes.

La grande portée des ondes AM utilisées de 1933 à 2010 permettait aux résidents de l'Atlantique de capter des émissions francophones, alors que la radiodiffusion dans la langue de Molière dans ces provinces était peu répandue au cours de la première moitié du siècle dernier.

Le 1^{er} août 2016, la Société acadienne du Nouveau-Brunswick a honoré CHNC pour sa contribution à la préservation du français au nord de la province, raconte le journaliste Michel Morin, qui a assisté à l'événement.

Durant la soirée, beaucoup de gens ont raconté comment la station avait entretenu la flamme francophone parce que les stations de radio là-bas, à l'époque, étaient 100 % anglophones.



Les résidents du Nouveau-Brunswick étaient nombreux à syntoniser CHNC. (Photo d'archives)

Photo : Radio-Canada / Isabelle Gobeil

CHNC faisait même des publiereportages en direct au nord du Nouveau-Brunswick et à un moment donné, tous les gens dans la salle ont entonné la ritournelle d'une publicité d'un

magasin de Chandler, raconte Michel Morin. Ils connaissaient les paroles par cœur. Là, j'ai vraiment compris ce qu'était l'importance de CHNC au Nouveau-Brunswick.

On aimait bien ça [écouter la radio de New Carlisle] parce qu'on entendait les voix françaises, expliquait l'Acadienne Marie-Rose Gaudet, résidente du Nouveau-Brunswick, lors d'une émission diffusée en 1980 sur les ondes de Radio-Canada à Moncton.

Il y avait la radio locale ici, mais c'était toujours en anglais, alors le français pour nous, surtout dans notre région, ça a été une chose importante pour nous autres, ajoutait-elle.

Une faillite qui mène à la création d'une coopérative

Le 19 février 2007, les employés de CHNC ont acheté la station de radio en formant une coopérative de travailleurs.

Quand on s'est portés acquéreurs de la station, Arthur Houde, le fils du docteur Charles Houde qui avait hérité de la station, était en faillite technique, explique le journaliste et président de la coopérative, Michel Morin. On le sait que ça lui faisait de la peine, il ne voulait pas perdre la station. On lui a proposé l'option de racheter et de préserver l'héritage de la radio CHNC.



Michel Morin est journaliste à CHNC depuis 2003 et président de la coopérative des travailleurs de CHNC.

Photo : Radio-Canada / Isabelle Larose

Selon Michel Morin, la coopérative a mis quatre ans à rembourser rubis sur l'ongle les quelque 300 000 \$ que CHNC devait à de nombreux clients. Le président de la coopérative se rappelle les difficultés rencontrées dans le processus d'acquisition de la station de radio, mais précise que CHNC se porte actuellement très bien.

« Être propriétaire de sa station de radio, je n'ai même pas rêvé à ça quand j'étais petit et que je savais que je voulais devenir journaliste. C'est vraiment trippant! »

— Une citation de Michel Morin, journaliste et président de la coopérative des travailleurs de CHNC

C'est une fierté de travailler à CHNC, d'autant plus qu'on est une coopérative de travailleurs, ajoute l'animatrice Linda Gagnon, à l'emploi de CHNC depuis 1990.

L'histoire se poursuit à Paspébiac

Depuis la fin janvier, CHNC diffuse à partir de ses [nouveaux bureaux situés au deuxième étage de l'hôtel de ville de Paspébiac](#). Ce déménagement a permis de moderniser les équipements de la station et d'aménager des locaux mieux adaptés aux besoins actuels.



Les nouveaux studios de CHNC à Paspébiac sont beaucoup plus modernes que les installations de New Carlisle.

Photo : Radio-Canada / Isabelle Larose

La vétusté du bâtiment de New Carlisle faisait en sorte que ça nous coûtait plus cher de rénover l'ancienne maison de Charles Houde que les travaux qu'on a faits ici pour avoir une station toute neuve, explique Michel Morin.

Il y a quand même eu un petit pincement au cœur de quitter New Carlisle, cet endroit-là qui était historique, mais c'est un nouveau chapitre qui commence, croit Octave Thibault. Mais c'est intéressant de voir qu'une radio qui a autant d'histoire se modernise, déménage et repart sur un élan nouveau.



L'animatrice Linda Gagnon cumule près de 35 ans de service à CHNC.

Photo : Radio-Canada / Isabelle Larose

Je considère CHNC comme une institution, avec les personnages qui sont passés chez nous et l'histoire qui se continue avec les nouveaux locaux, renchérit l'animatrice Linda Gagnon. On a beaucoup d'optimisme et de motivation.

Avec 90 ans d'existence, on a fait partie de la vie de bien des gens, résume-t-elle.

Relation amour-haine

Publié le [mai 21, 2023](#) par [Guy Bertrand](#)



Les liens ambivalents de René Lévesque avec le journalisme et d'autres échos du FIJC

Par [Guy Bertrand](#)

Carleton-sur-Mer – Certainement un des ateliers les plus attendus de cette deuxième journée du Festival international de journalisme de Carleton-sur-Mer, était celui développé autour de la relation paradoxale du regretté René Lévesque avec le journalisme.

Denis Lessard, journaliste semi-retraité de La Presse, évoque la fierté avec laquelle l'ancien premier ministre a toujours porté son titre de journaliste. « Toute sa vie, il a été fier d'être journaliste, souligne Lessard. À l'époque, les listes électorales étaient affichées sur les poteaux de téléphone, avec les noms et la profession des électeurs, et Lévesque a toujours eu sa profession inscrite comme journaliste sur ces listes. »

Le vétéran de la politique québécoise poursuit en citant le champion de la souveraineté dans la première chronique que celui-ci signait dans le Journal de Montréal, en juin 1970 : « Ce métier de journaliste, fascinant entre tous, n'a cessé de m'apparaître comme le plus beau et le plus satisfaisant que je connaisse ».

Lessard poursuit avec cet extrait des mémoires de Lévesque appelées Attendez que je me rappelle, publiées en 1987 : « (le journalisme) c'est non seulement le plus beau, mais aussi l'un des plus indispensables des services publics. Il faut être un esprit très léger pour ne pas s'apercevoir de l'aspect excitant et redoutable de cette responsabilité ».

Pourtant, après l'élection qui le porte au pouvoir en 1976, et surtout après l'échec référendaire de 1980, la relation de Lévesque avec les journalistes s'est lentement détériorée.

Son fils, Claude Lévesque, qui a aussi été journaliste au Droit et au Devoir, se rappelle : « Il acceptait la critique mais souvent, il avait des sautes d'humeur. (...) Il lui arrivait de trouver les questions des journalistes trop agressives, à tort ou à raison, mais il se défendait très bien parce qu'il connaissait les rouages du métier, et il savait passer son message quelque soient les questions embêtantes qu'on pouvait lui poser. »



De gauche à droite : Valérie Gaudreau (Le Soleil), Denis Lessard (La Presse), Claude Lévesque et Jacques Nadeau, tous deux du Devoir

« Après l'échec référendaire de 1980, il avait participé au congrès de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, ajoute Lessard. Et dans un discours très dur, il avait accusé les journalistes québécois de ne pas avoir fait leur travail, de ne pas avoir été assez déterminés à défendre la souveraineté comme l'avaient fait leurs collègues du pendant

anglophone au Québec qui, eux, étaient tous du côté fédéraliste. Mais ce n'était pas tenir compte de la réalité puisque la population québécoise était partagée aussi. »

Monsieur Lévesque c'était pas une image contrôlée du tout, renchérit le photographe Jacques Nadeau, du Devoir, qui a passé dix ans aux côtés du politicien. Il faisait ce qu'il avait envie de faire. (...) Dans ce temps-là, tu partais le matin à huit heures... ben, pas huit heures parce que c'était pas quelqu'un qui se levait tôt, hein? Le matin, va pas l'éccœurer avec le Kodak, il aimait pas ça. Mais aussitôt que la journée était partie, il était correct. »

Nadeau se rappelle que les photographes anglophones affectés à la couverture du premier ministre n'hésitaient pas à jouer dur grâce à l'accès pratiquement continu qu'ils avaient à Lévesque, surtout pendant la période référendaire. « (Comme photographe) si tu passes la journée avec un politicien, t'as beaucoup plus de choix de massacrer la personne, ou pas. »

L'échec du référendum, la crise économique de 1981, les coupures qui s'en suivent et l'annonce du « beau risque » de René Lévesque, qui met en veilleuse l'option souverainiste, suscitent beaucoup de grenouillage dans le caucus péquiste entre 1980 et 1984. Les langues se délient, on cherche à amoindrir l'influence du premier ministre, et les reportages qui s'en suivent contribuent à détériorer les relations avec la presse.

Le 20 juin 1985, René Lévesque remet sa démission mais interdit à son attaché de presse de publier le communiqué l'annonçant avant les téléjournaux de fin de soirée, ce qui ne s'est jamais vu pour une information aussi cruciale. Il aurait déclaré : « N'en parlez pas à personne, je vais faire un pied de nez aux maudits journalistes. »

Pour Denis Lessard, « C'est l'illustration de tensions qu'il y avaient. Y a des gens qui disaient aussi que Lévesque n'aimait pas beaucoup le pathos, il ne se voyait pas faire une conférence de presse ou tout le monde serait larmoyant. »

Cette relation s'est rafistolée au fil du temps peut-être aussi un peu grâce au choix de son fils Claude de prendre la relève en information, en 1984, en entrant au journal Le Droit, d'Ottawa.

« Il m'a vu et il m'a encouragé, dit-il. C'était un bon père de famille libéral, si on peut dire. Il ne me critiquait pas, il me trouvait bon, même quand je ne l'étais pas. »

En passant dix ans aux côtés de Lévesque, Jacques Nadeau a eu un accès privilégié à l'homme. Un jour, il lui a demandé ce qu'était un bon média. « (Il m'a dit) c'est comme une personne. Il faut garder son identité tout en la faisant évoluer. Il faut voyager pour augmenter nos connaissances. »

Si la vie vous intéresse

Vous savez quel est le plus gros problème du directeur général des médias régionaux de Radio-Canada ? Je vous le donne en mille : le recrutement!

À tel point que Jean-François Rioux a dû se résoudre à engager des gens en Saskatchewan qui n'avaient aucune formation ou intérêt en journalisme et à les former pour pouvoir remplir des postes qui n'auraient pas pu être comblés autrement.

« À un certain moment, l'année dernière, on avait 70 postes d'affichés non comblés par mois, affirmait Rioux lors de l'atelier sur les déserts médiatiques, au FIJC. Et ça, c'est seulement pour les médias régionaux, ça n'inclut pas Montréal. Et (des postes) francophones, ça n'inclut pas CBC. »

Je vais faire mon « boomer » ici. Quand j'ai commencé dans le métier, j'aurais passé un pacte avec le diable pour obtenir un de ces postes. D'ailleurs, mes plus belles années en radio se sont passées dans des stations locales à Joliette, Port-Cartier et Longueuil, où j'ai eu la chance d'apprendre toutes les facettes du métier dans un environnement exceptionnel. Je n'aurais certainement pas connu une aussi belle carrière si je n'avais pas profité de ces opportunités.

Jeunes aspirants journalistes, vous avez une occasion en or d'apprendre votre métier. Sachez en profiter!



Du journalisme meilleur

L'atelier d'ouverture du festival s'attaquait aux grands enjeux du journalisme d'aujourd'hui avec quelques leaders de l'industrie journalistique québécoise.

Malgré tous les écueils auxquels il faut faire face de nos jours, le message n'était pas entièrement négatif.

Éric Trottier, directeur général du quotidien Le Soleil, à Québec, a eu ces mots particulièrement encourageants: « Nous vivons dans un monde hyper-complexe, (...) mais jamais je n'ai vu d'aussi bons journalistes au Québec. (...) Quand on a vu apparaître les

« fake news » dans les années 2010, 12, 13 (...) on s'est dit que la seule façon de se distinguer s'était d'être encore meilleurs. »

Trottier souligne que c'est à ce moment que les grands médias écrits du Québec ont commencé à former des équipes d'enquête.

Aujourd'hui, les journalistes doivent aussi faire face, de plus en plus, à la cyberintimidation. Jean-François Bégin, directeur principal de l'information à La Presse, encourage ses journalistes à porter plainte dans les cas les plus extrêmes qui impliquent des menaces de mort ou de violence physique. Et ça fonctionne. On réussit à condamner quelques uns de ces « trolls ». Mais les interventions n'arrêtent pas là.

« Présentement, sur La Presse+, les gens n'ont qu'à cliquer sur le visage du journaliste pour lui envoyer un courriel immédiatement, et souvent il n'y a pas beaucoup de filtres entre le moment où on appuie et les bêtises qu'on envoie aux journalistes. Donc, on est en train de travailler à créer un peu plus de friction dans le processus qui fait en sorte que les gens ont le temps de réfléchir un peu plus avant de nous écrire et, à l'autre bout, on trie davantage les messages qui se rendent aux journalistes.

Quand Régis vole le show!

Publié le [mai 21, 2023](#) par [Guy Bertrand](#)



Un atelier divertissant du FIJC qui soulève quand même des questions intéressantes

Par Guy Bertrand

Carleton-sur-Mer – Les organisateurs de la première édition du Festival international de journalisme de Carleton-sur-Mer sont des petits ratoureux.

C'est ce que je me suis dit en m'inscrivant à l'atelier du dimanche intitulé *Les chroniqueurs vont-ils remplacer les journalistes?* Ben voyons, chose, me suis-je dit. Ça prendra toujours des journalistes pour aller chercher les faits et les nouvelles que commenteront les chroniqueurs ultérieurement.

Et, en plus, en haut de l'affiche, je vois le nom de Régis Labeaume. Oui, l'ancien maire de Québec qui n'a rien perdu de sa superbe depuis qu'il a troqué ses habits de politicien pour ceux de semi-retraité/chroniqueur de La Presse.

Avec ce franc parler qu'on lui connaît, on pouvait s'attendre à un bon show. Un Osstidcho, devrais-je dire, puisque nous célébrons ces jours-ci les 55 ans du célèbre spectacle des Charlebois, Forestier, Mouffe et Deschamps. Mais je m'écarte.

À toi, Régis!

D'entrée de jeu, on voit que l'ancien maire est en forme. Il rigole, fait rigoler mais il joue franc-jeu : « Je suis une espèce de gérant d'estrade. D'ailleurs, je ne suis pas journaliste, je ne suis même pas un chroniqueur, je suis un collaborateur. »



Partout où il passe, Régis Labeaume ne laisse personne indifférent

Lorsqu'il a reçu l'appel de Stéphanie Grammond, éditorialiste en chef et responsable de la section Débats de La Presse, le récent retraité ne nie pas avoir été interloqué, surtout que sa nouvelle patronne lui demandait de donner son opinion. « Je lui ai demandé, sais-tu vraiment ce que tu fais ? (...) J'ai vraiment beaucoup de plaisir. Pour moi c'est du parasolaire. (...) Pour un gars qui a été 14 ans au pouvoir, c'est du bonbon de pouvoir te permettre de dire ce que tu penses des autres, ce que tu ne pouvais pas trop faire avant. Alors c'est vraiment une belle retraite!

Le mandat du bon Régis est-il sans limite? Évidemment, non. « Je ne voulais absolument pas parler d'affaires municipales, parce que je savais ce qui allait se passer affirme l'ancien maire qui refuse de jouer les belle-mères. (...) Je pense que la limite c'était le dossier du troisième lien. J'en ai parlé à la patronne et évidemment on a statué que c'était un dossier de stature nationale... et ça me faisait plaisir d'en parler aussi, ajoute-t-il, sourire en coin. (...) J'ai peut-être un petit avantage parce que c'est des gens avec qui j'ai travaillé y pas longtemps à Ottawa et à Québec. Je les ai vu d'une façon différente... et eux-aussi d'ailleurs. J'espère qu'ils ne deviendront pas chroniqueurs! »

C'est que, voyez-vous, le maire Labeaume sait ce que c'est que d'être critiqué par un chroniqueur. Et ça peut faire très mal! Il se rappelle particulièrement d'un texte du regretté Jean-Jacques Samson : « Le titre c'était *La grande gueule*, se souvient-il. C'était dans ma période grosse tête, parce qu'à sa deuxième année, un politicien, il est sûr qu'il est ben intelligent parce qu'il a vu sa face dans le journal et à la télévision. Il est sûr qu'il est formidable! (...) (Après avoir lu la chronique), j'étais à ramasser à la petite cuillère. Ça avait fait mal, mais il avait raison. Je peux te dire que je vais m'en souvenir longtemps et que ça m'a raplombé les idées.»

Collaborateurs vs chroniqueurs

Pour en revenir aux chroniqueurs, il est faux d'avancer qu'ils se contentent de commenter les nouvelles débusquées par les autres journalistes. Les autres panélistes, Mylène Moisan (Le Soleil) et Isabelle Hachey (La Presse) sont toutes deux issues du journalisme et sont tout à fait en mesure d'aller chercher l'info sur le terrain.



Isabelle Hachey et Mylène Moisan en conversation, avant l'atelier

Leur travail n'a rien à voir avec celui de Régis Labeaume. Mais ça ne signifie pas qu'elles n'ont pas un impact réel sur la société. « Tous les journalistes, je pense, aiment que ce qu'on écrit ait un impact, souligne Isabelle Hachey. Dans la dernière année, lors d'un débat des chefs, François Legault avait déclaré avoir parlé à Carol Dubé, le conjoint de Joyce Echaquan. Il avait dit que tout était réglé à Joliette, et qu'il n'y avait plus de problème à l'Hôpital de Joliette. J'aurais pu écrire le lendemain en donnant seulement mon opinion et en disant que ce que le premier ministre avait dit n'avait pas d'allure. Mais je me suis dit, je vais appeler Carol Dubé. Je lui ai donc parlé via Zoom, et il pleurait, il était émotif, il disait que ce n'était pas vrai et exigeait des excuses. Et donc, quelques heures après la publication de la chronique, François Legault s'est excusé. »

L'impact des chroniqueurs vient aussi avec une grande responsabilité, pense Mylène Moisan. « Des fois, je vais être critique avec le ministre Lionel Carmant mais quand on s'attaque, entre guillemets, à un homme politique parce qu'on trouve qu'il agit peu ou agit mal, c'est une responsabilité parce qu'on sait que c'est un être humain, on sait qu'il a un portefeuille, qu'il a des contraintes. Mais, en même temps, je pense que c'est notre responsabilité de faire un rappel à l'ordre. »

Trop d'opinions?

Alors, chroniqueurs, éditorialistes, collaborateurs... Y a-t-il trop d'opinion dans les médias?

« On se demande tout le temps s'il y a trop de chroniqueurs, répond la journaliste du Soleil. Il y a un public pour monsieur Labeaume, il y a un public pour Isabelle, il y a un public pour moi, il y a un public pour Martineau (Richard, du Journal de Montréal), bref, il y a un public pour tout le monde. »

Isabelle Hachey s'est attardé à la question en faisant un exercice: « J'ai pris la grosse presse du samedi, donc hier, et on avait dix chroniqueurs sur 136 écrans. Alors, ce n'est pas vrai qu'on fait juste de la chronique, au contraire. Le défi, à La Presse et dans les autres médias, c'est la diversité d'opinions. (...) L'année dernière, Martin Koskinen, le chef de cabinet de François Legault avait tweeté qu'à La Presse, les chroniqueurs étaient interchangeables. (...) Je pense que c'est faux. Je ne crois pas être interchangeable avec Patrick Lagacé, je ne pense pas que Rima Elkouri serait d'accord pour dire que nous sommes interchangeables, mais c'est vrai que le défi est dans la diversité. Si tous les chroniqueurs vont du même côté, là ça peut devenir problématique. »

[Polyblogue](#)

Mille mercis Madame Dee!

Publié le [mai 20, 2023](#) par [Guy Bertrand](#)



Au pays de René Lévesque, une brillante initiative pour rapprocher les journalistes des citoyens

Par [Guy Bertrand](#)

Carleton-sur-Mer – La préoccupation numéro un du milieu de l’information demeure certainement le lien de confiance qui unit les journalistes au public.

Une chance, au Québec, les nouvelles sont bonnes. La plus récente étude de la firme de communication Edelman, citée en mars dans *Le Devoir*, montre que 58 % des Québécois font désormais confiance aux journalistes, une hausse spectaculaire de 8 points par rapport à 2022. En comparaison, au niveau canadien, le baromètre de confiance stagne à 51 %.*

Le score québécois est donc bon, mais peut-on vraiment se péter les bretelles quand 42 % des gens ne vous font pas confiance?

Pour Bertin Leblanc, instigateur et directeur-général du Festival international de journalisme de Carleton-sur-Mer, il y a encore beaucoup de travail à faire. De là, l’idée de créer cet événement qui vise à rapprocher les journalistes des citoyens.

« Très honnêtement, au début de ma carrière, je ne me rendais pas compte de l'importance du journalisme, déclare le DG. (...) J'avais l'impression de faire quelque chose d'utile mais pas d'aussi fondamental. Et, en vieillissant, en voyant ce qui se passe à travers le monde, tu te rends compte que ce rouage là est très important. »

« On va essayer avec ce festival d'aider les gens vers ça, trouver des solutions, (...) et puis aussi rappeler le rôle fondamental que joue la presse dans les petites communautés comme dans les grandes. »



Carleton-sur-Mer

L'homme aux mille chapeaux

Bertin Leblanc n'est pas une bibitte ordinaire. Natif de New Richmond, en Gaspésie, l'émule de Tintin a roulé sa bosse dans le métier.

Avant de vous dérouler son impressionnante feuille de route, je mets cartes sur table. Bertin est un ami que j'ai rencontré en 1986 lors des premiers balbutiements de Télévision Quatre-Saisons, devenue plus tard V et plus récemment Noovo.

Donc, le journaliste originaire de New Richmond a été de la première équipe de TQS (le Petit Journal, vous vous souvenez?), mais il a aussi été correspondant pour Radio-Canada, France 24, TV5 Monde et le réseau américain CNBC. Il a été conseiller aux Affaires culturelles à la Délégation du Québec à Paris, a travaillé aux communications à Amnistie internationale, occupé le poste de rédacteur-en-chef à Reporters sans frontières et, ne l'oublions pas, a agit comme porte-parole de la Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la francophonie, poste alors occupé par Michaëlle Jean. Il a d'ailleurs pondu, avec l'illustrateur Paul Gros, une [BD fort intéressante](#) sur cette dernière expérience que je vous recommande si vous ne l'avez pas encore lue.

Avec une telle feuille de route et son emploi actuel (directeur de la communication pour l'ONG Ensemble contre la peine de mort), pourquoi diable se lancer dans l'aventure de ce festival?

LA COVID

« Pendant la COVID, j'ai perdu ma mère, explique Bertin. Elle a été une des premières victimes en région. Elle est décédée le 7 avril, quelques semaines après le confinement, et moi, j'étais en France.

« On a du attendre presque une année et demie pour la mettre en terre (...) et donc l'été où je suis venu pour ça, je me baladais à Carleton et je me suis dit bon, mon gars il faut que tu fasses quelque chose pour revenir d'une manière ou d'une autre de là où tu viens. En fait, je pense que quand on enterre ses parents, y a un phénomène qui se passe qui nous ramène à nos origines. »



Le Quai des arts, site du Festival international de journalisme de Carleton-sur-Mer

Donc, c'est en joggant sur le barachois, face au Mont Saint-Joseph où il a fait ses premiers pas en journalisme télé que l'idée du festival a commencé à germer dans la tête du fiston de Doréa Dee (c'est le nom de fille de sa maman).

« Très vite, je me suis rapproché de la Ville de Carleton, je me suis assis avec un type qui s'appelle Alain Bernier qui est directeur du développement ici et un ami d'enfance, et on a commencé à monter le projet. »

L'ancien reporter voit grand. Des invitations à de grands reporters du Monde, du New York Times et du Washington Post, jusqu'à ce que son ami Bernier le ramène sur terre. « Il m'a dit

qu'il fallait que le festival soit ancré à Carleton, avec des gens de Carleton. Moi j'avais déjà l'idée que l'information est un bien public, donc on a repositionné ça. »

Une organisation régionale et citoyenne

Notre homme recrute aussi le dernier membre de sa famille immédiate encore dans le coin, son frère Régis. « Moi, ici, je suis le frère de Régis Leblanc, je ne suis pas Bertin Leblanc, nous dit-il en souriant. Donc, c'est quelqu'un qui a été déterminant dans la construction du projet. »

Et l'organisation est bien ancrée dans la région. Mis à part un Montréalais, le conseil d'administration de l'événement est composé exclusivement de Gaspésiens. Pour l'aspect citoyen, on a aussi bien gardé le cap puisque plus de la moitié du c.a. est composé de gens qui ne sont pas des professionnels de l'information.

« Ça fait une énorme différence, souligne Bertin. Moi je m'occupais de la programmation et je leur soumettais des noms et ils me disaient : « C'est qui ça ? Ça ne m'intéresse pas ! » Et ça, c'est hyper-important pour notre positionnement. (...) Ça m'a permis de faire une programmation qui pouvait avoir un écho avec les préoccupations des gens d'ici. »

Le souvenir d'un immortel

Le hasard a fait en sorte que ce premier festival soit organisé l'année où l'on célèbre le 100^e anniversaire de naissance de René Lévesque. L'ancien politicien et journaliste est né et a grandi à New Carlisle, à 74 kilomètres à l'est de Carleton-sur-Mer. Faire de sa mémoire, un point central de l'événement est devenu inévitable.

« Régis et moi sommes allés visiter l'espace René-Lévesque à New Carlisle se souvient le cadet des Leblanc. On a fait le tour de ce lieu qui est absolument magique. Dans l'autobus pour revenir, j'ai écrit le projet. C'est sorti tout seul avec l'inspiration de Lévesque. »



Bertin Leblanc, directeur général du festival (à l'extrême droite) en compagnie du président d'honneur de l'événement Jean-François Lépine, lors d'une entrevue à Radio-Canada.

L'attrait de la Gaspésie

On aurait pu trouver audacieux de faire venir des journalistes de toute la province en Gaspésie à la fin du mois de mai. Pourtant... « C'est bizarre, quand j'ai fait ma consultation de tous les milieux au Québec, y a personne, (j'ai dû parler à 150 personnes), y a personne qui m'a dit la Gaspésie, c'est loin. C'est fou. À la fin, je me disais est-ce qu'ils ont bien regardé la carte, les kilomètres, le prix de l'essence?

Malgré tout, ce sont donc plus de 60 professionnels de l'information qui ont répondu à l'invitation, dont plusieurs très grosses pointures québécoises, et notamment la grande reporter du quotidien Le Monde, Florence Aubenas.

Suivre le festival de la maison

Tous les ateliers du festival sont accessibles en direct et en différé sur la [chaîne YouTube du festival](#), créée il y a quelques jours. Car l'organisation d'un premier événement de cette taille, c'est aussi ça: « L'avion est parti, et là on rajoute les ailes, le gouvernail etc. Mais ça se passe bien parce qu'il y a une grande fierté dans la région. Hier (vendredi), y a plein de gens qui sont venus m'embrasser que je connais pas, mais qui connaissent mon frère où qui connaissaient mes parents. »

L'avenir du festival

Bertin Leblanc reconnaît qu'il n'a pas été facile de réaliser le festival. Le budget a été bouclé de justesse et tout le monde a dû mettre les bouchées doubles.

« Mon conseil d'administration s'est transformé en comité organisateur ajoute-t-il. Ils m'ont dit : « T'es bien gentil mais l'année prochaine, on va pas donner 20 heures par semaine pour ton bazar ». On pourra pas tenir comme ça ... Moi j'ai eu deux jobs cette année, j'ai fait ce festival et j'ai ma job pour gagner ma vie. »

La solution ? Un plan en trois temps.

La première année: réussir cette édition.

La deuxième année: stabiliser l'équipe.

La troisième année: avoir un plan d'expansion.

« Donc avoir un événement fort ici, mais aussi des micro-événements peut-être à Québec ou Montréal sur une seule journée précise le directeur général. Un peu un « best of » de l'événement. »

Et ultimement?

« De faire de Carleton-sur-Mer, l'endroit où, au Canada, on va réfléchir sur les grandes questions d'information et les questions citoyennes à court et moyen terme. »

Ambitieux? Pour paraphraser un contemporain de Lévesque pas très populaire par ici... Just watch him!

****Note: [une autre étude](#) sur la confiance envers les médias québécois, publiée juste avant le FIJC par la Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents, est beaucoup moins optimiste.***



[Marie-Ève Martel](#)

[Médias](#)

Réflexions journalistiques sur fond d'air marin

[23 mai 2023](#) [marie-eve.martel](#)

C'est le cœur léger et la tête emplie de bons souvenirs et d'apprentissages que je suis rentrée de Carleton-sur-mer, où a eu lieu le tout premier Festival international de journalisme de l'endroit, de vendredi à dimanche.

Force est d'admettre que pour une première mouture, l'événement a placé la barre haut. Chapeau!

Réunissant à la fois artisans des médias et citoyens avides d'actualité, le tout a donné lieu à d'intéressants échanges et des réflexions pertinentes qui nous font réaliser qu'il est plus nécessaire que jamais de sortir de notre bulle et de maintenir un contact avec ceux pour qui nous œuvrons chaque jour. En voici quelques grandes lignes.

L'importance de retourner sur le terrain après trois ans de pandémie a été relevée plusieurs fois pendant les nombreux ateliers et conférences qui ont ponctué la fin de semaine à laquelle j'ai eu la chance de participer à titre d'animatrice et de journaliste-comédienne (!) dans le cadre de deux représentations de théâtre-documentaire.

Pour Luce Julien, grande patronne de l'information à Radio-Canada, la présence des journalistes sur le terrain est la clé pour regagner la confiance de la population.

Les journalistes spécialisés en affaires internationales Florence Aubenas (Le Monde) et Jean-François Bélanger (Radio-Canada), de même que la chroniqueuse de La Presse, Isabelle Hachey, sont du même avis: être sur place, c'est une façon de vérifier les faits et de s'assurer de leur véracité. Et de pouvoir témoigner d'une histoire parce qu'on y est, ça donne du poids à un reportage.

«Quand je vais ailleurs, mon but, c'est d'aller sur place et d'amener mes lecteurs avec moi. Là où je suis, vous serez. Ce que je vois, vous le verrez», a mentionné Mme Aubenas, grande vedette internationale du journalisme et tête d'affiche du festival.

Assurer une présence suffisante sur place constitue toutefois un défi de plus en plus relevé pour certains médias régionaux, qui font face à une rareté d'effectifs et un large territoire à desservir.

Heureusement, plusieurs médias peuvent compter sur des lecteurs et des citoyens fidèles, qui agissent à titre d'antennes locales et qui les alimentent en informations fraîches.

Il ne faut d'ailleurs pas sous-estimer l'intérêt des citoyens pour les nouvelles locales et ultra-locales, souligne le rédacteur en chef de l'Acadie-Nouvelle, Gaétan Chiasson, citant en exemple un des textes les plus consultés de son média l'an dernier, et qui parlait du nouvel horaire de la collecte des ordures.

Si les technologies et le virage numérique des médias d'information font en sorte que les contenus journalistiques sont accessibles en un clic et en quantité quasiment infinie, l'abandon du papier a pour effet d'affaiblir le lien quotidien qui unissait les lecteurs à leur journal, un lien qu'il faut entretenir, a souligné Éric Trottier, directeur général et éditeur du quotidien Le Soleil, qui a vécu l'expérience il y a une décennie à La Presse.

Son ancien collègue, Jean-François Bégin, qui occupe la fonction de Directeur principal, Information au quotidien du boulevard Saint-Laurent, croit qu'une manière de maintenir cette connexion avec le lectorat est de lui laisser un espace pour s'exprimer sur les divers enjeux d'actualité.

Le président de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, Michaël Nguyen, estime pour sa part que le rétablissement de la confiance du public envers les médias passe entre autres par des initiatives d'éducation aux médias.

Cette crise de confiance est, sans surprise, en partie attribuable aux réseaux sociaux où abondent des contenus de toutes sortes, vrais ou moins vrais, trompeurs ou mensongers.

Les plus jeunes générations ayant grandi avec cette technologie, ils s'informent beaucoup plus que leurs aînés sur ces plateformes, c'est pourquoi il importe que les médias d'information professionnels y soient tout de même présents.

Les réseaux sociaux, et avant eux les chaînes d'information continue, ont eux aussi contribué à la fatigue informationnelle, l'actuanxiété. Une enquête révèle que de plus en plus de

Canadiens – et on se doute, de gens à travers le monde – évitent volontairement de s’informer parce qu’ils n’en peuvent plus des mauvaises nouvelles, entre autres.

La surabondance de l’information et des contenus a eu pour effet d’imposer le fardeau du tri aux lecteurs, une tâche qui incombait précédemment aux journalistes, souligne la coauteure de l’étude, Colette Brin, directrice du Centre d’étude sur les médias et professeure de journalisme à l’Université Laval.

Si vous souhaitez écouter la plupart des échanges, ceux-ci ont été enregistrés et diffusés sur la [page Youtube du Festival](#).

LE TRENTE HEBDO — L'infolettre de la FPJQ

À LA UNE

Festival international de journalisme de Carleton-sur-Mer

Un succès dès sa première édition



La toute première édition du Festival international de journalisme de Carleton-sur-Mer (FIJC) s'est déroulée la fin de semaine dernière, et au dire de son créateur et directeur général Bertin Leblanc, « ç'a été comme un petit miracle. Ça s'est passé exactement comme on l'avait imaginé, mais

encore mieux. »

L'équipe est fière d'avoir proposé un FIJC « agréable et léger, mais nourri et intelligent ». Pendant les trois jours du Festival, 16 conférences, panels et activités diverses étaient présentés au Quai des arts de Carleton-sur-Mer. Plus de 2 500 billets ont trouvé preneur pour les différents événements à l'horaire.

Une vingtaine de personnalités des médias du Québec et d'ailleurs dans le monde agissaient à titre de panélistes tout au cours du Festival, qui a proposé une programmation diversifiée s'attardant à

d'importants enjeux journalistiques. Le journaliste à la retraite Jean-François Lépine agissait à titre de porte-parole du FIJC et le président de la FPJQ Michaël Nguyen (à droite sur la photo) était également parmi les invités.

« Le lieu était féérique, se retrouver sur les terres de René Lévesque a rendu l'expérience encore plus intéressante, a relaté Michaël Nguyen à propos de son passage à Carleton-sur-Mer. Le Festival a permis d'échanger avec le public sur des enjeux qui touchent le métier, mais aussi sur des pistes de solution qui permettront au journalisme de poursuivre sa mission d'informer pour le bien de la démocratie. Car si la profession est critiquée, il ne faut pas oublier la majorité silencieuse qui continue de lire et de s'informer sur les sujets les touchant de près ou de loin », de rappeler le président de la FPJQ.

Pour sa part, M. Leblanc songe déjà à la présentation de la deuxième édition du Festival. « On avait commencé avant même le début de la première », a précisé le directeur général. Devant le succès remporté, il peut commencer à regarder plus loin. « Franchement, je sens que la réussite des derniers jours nous oblige à déjà penser à une édition trois, quatre et cinq. Et espérons encore plus ! »

« La société évolue et le journalisme doit suivre également, que ce soit en apprivoisant l'intelligence artificielle ou en touchant à de nouveaux formats qui permettront de rejoindre le public en plus grand nombre. L'engouement pour le Festival et la relève présente sur place envoient des signaux encourageants pour le futur », a conclu M. Nguyen.

D'autres articles en lien avec le Festival ont été publiés dans les dernières journées :

- [Réfléchir le journalisme avec les citoyens](#) (*Le Devoir*)
- [Du journalisme à la politique, entre éthique et convictions](#) (*Le Devoir*)
- [Le langage en transformation dans les radios au Québec](#) (Radio-Canada)
- [Vers un désert médiatique en région ?](#) (Radio-Canada)
- [Les déserts médiatiques : un défi pour les médias francophones en milieu minoritaire](#) (*Le Moniteur Acadien*)
- [Luce Julien s'exprime sur les grands défis de l'information à Radio-Canada](#) (Radio-Canada)
- [Le travail journalistique immersif de Florence Aubenas](#) (Radio-Canada)
- [Quand Régis Labeaume vole le spectacle !](#) (polyblogue)
- [Relation amour-haine entre René Lévesque et les médias](#) (polyblogue)

Isabelle Larose Journaliste Radio-Canada (Facebook)

Je commence à peine à me remettre d'une fin de semaine exceptionnelle au [Festival international du journalisme de Carleton-sur-Mer!](#)

Jamais je n'aurais pensé 1) avoir accès à un tel événement à deux pas de la maison 2) monter sur les planches pour faire du théâtre documentaire avec 4 journalistes magnifiques (allo [Gilles Gagné](#), [Caroline Montpetit](#), [Marie-Ève Martel](#) et Muriel Maalouf!)

Quelques faits marquants de ma fin de semaine :

- Jaser avec Jean-François Bélanger au Naufrageur
- Être subjuguée par la journaliste du Monde Florence Aubenas
- Pouvoir poser des questions franches au grand patron des médias régionaux à Radio-Canada

- Questionner Martine Biron sur son passage rapide du journalisme à la politique
- Passer du temps avec mes collègues et plein d'autres journalistes venus de loin
- Tellement d'autres choses, mais là va falloir que j'aille me coucher.

Un énorme merci à [Bertin Leblanc](#) d'avoir imaginé ce festival, et surtout de l'avoir concrétisé. Pensées pour tous les bénévoles et membres du comité organisateur qui ont été présents durant la fin de semaine, vous êtes essentiels.

Merci aussi au [Théâtre À tour de rôle](#) pour l'inespéré cadeau d'avoir pris part à une production théâtrale entourée de professionnels. [Pascale Joubert](#), [Sophie Gemme](#), [Mathilde Benignus](#), [Pat Dugas](#), Jean-Phillipe Gagné, Cyrielle Chauveau, Olivier Rhéaume, merci pour votre confiance et votre folie d'avoir fait le pari que 5 journalistes pouvaient aussi être (un peu) comédien pour deux soirs!

Bon, je vais arrêter ici, sinon vous allez penser que je viens de gagner un Oscar!

Donnez-moi 2-3 jours, et je suis prête pour la 2e édition!

Radio (rapport non-exhaustif)

<https://www.985fm.ca/audio/559380/derochage-volontaire-face-a-l-actualite-il-y-a-une-enorme-transformation>

<https://www.cieufm.com/le-public-et-les-journalistes-repondent-present>

<https://cimtchau.ca/nouvelles/carleton-sur-mer-1er-festival-international-du-journalisme/>

<https://ici.radio-canada.ca/tele/le-telejournal-saguenay/site>

<https://ici.radio-canada.ca/ohdio/premiere/emissions/penelope/segments/entrevue/443915/journalisme-guerre-hotage-histoire-conflits>

<https://www.cieufm.com/entrevue-avec-le-journaliste-emerite-jean-francois-lepine>

<https://www.cieufm.com/rene-levesque-le-journaliste>

<https://www.cieufm.com/l-information-dans-tous-ses-etats-en-mai-a-carleton-sur-mer>

https://ici.radio-canada.ca/ohdio/premiere/emissions/au-coeur-du-monde/segments/entrevue/444125/festival-journalisme-luce-julien-directrice-generale-information-radio-canada?utm_source=substack&utm_medium=email

<https://radiochnc.com/nouvelles/item/succ%C3%A8s-pour-le-1er-festival-international-de-journalisme-%C3%A0-carleton-sur-mer.html>

<https://radiochnc.com/nouvelles/item/transport-a%C3%A9rien-la-r%C3%A9gion-doit-se-f%C3%A2cher-sugg%C3%A8re-r%C3%A9gis-labeaume.html>

<https://ici.radio-canada.ca/ohdio/premiere/emissions/bon-pied-bonne-heure/segments/entrevue/444087/nujen-combattantes-expo-photos-zayne-akyol-festival-journalisme-carleton-sur-mer>

Emission spéciale CIEU-FM du Quai des Arts



Nadeau(31-05-23).wav

av



Moisan(31-05-23).wav

v



Deschênes(31-05-23)

.wav



Bertin(31-05-23).wav

Campagne radio diffusée sur CIEU-FM et CHNC



4690A.mp3



4690B(1).mp3